Sur les traces du passé colonial à Nancy et en Lorraine

Vue depuis l'axe Blida - Chebli

Des lycéens traversent le temps des colonies en traversant la ville

C'est en historiens qu'une poignée de terminales a entrepris de partir sur les traces de l'époque coloniale, laissées à Nancy. Entre études d'archives et de coupures de presse, recueil de témoignages, leur travail de recherche est disponible via une carte interactive, appelée à évoluer...

Rassemblement devant la statut du Sergent Blandan. Point de départ d'un parc

Des lieux, des personnages, des témoignages

Carte interactive évolutive

Spécialité Histoire Géographie Géopolitique Sciences Politiques

Thème Histoire et Mémoires

Terminale 2020-2021/Projet mené par Etienne Augris

Lycée international jeanne-d'Arc de Nancy

Sommaire :

Présentation du projet 3

Remerciements 4

Le père Jacques Marquette (1637-1675), de Nancy aux Amériques 5

Les Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy en Algérie 7

Jules Crevaux, un explorateur lorrain en Amazonie 10

Victor Prouvé et l'Orient des colonies 12

Quel rôle a joué Lyautey durant la colonisation au Maroc ? 15

Colis de Noël envoyés par la Mairie de Nancy pour les soldats en Algérie 19

Témoignage d'un rappelé en Algérie (1955): "il fallait y aller" 21

Deux Algériens tués à Nancy, juillet 1961 24

Metz et la « Nuit des paras », juillet 1961 27

Plaque commémorative au cimetière du Sud 29

Antoine Argoud : un ancien chef de l'OAS enterré à Darney dans les Vosges 31

Une mémoire familiale du Protectorat de la France sur le Maroc (témoignage) 34

Le sergent Blandan, de Lyon à Nancy via l'Algérie 37

Des rencontres… 40

… et un parcours dans les rues de Nancy 41

Les médias locaux parlent du projet 42

Présentation du projet

L'espace public est peuplé de références au passé dont nous ne sommes pas toujours bien conscients. Les statues, les noms de lieux, les bâtiments, les monuments, en dehors de leur fonction propre, ont souvent perdu leur sens premier pour nous qui les voyons tous les jours.

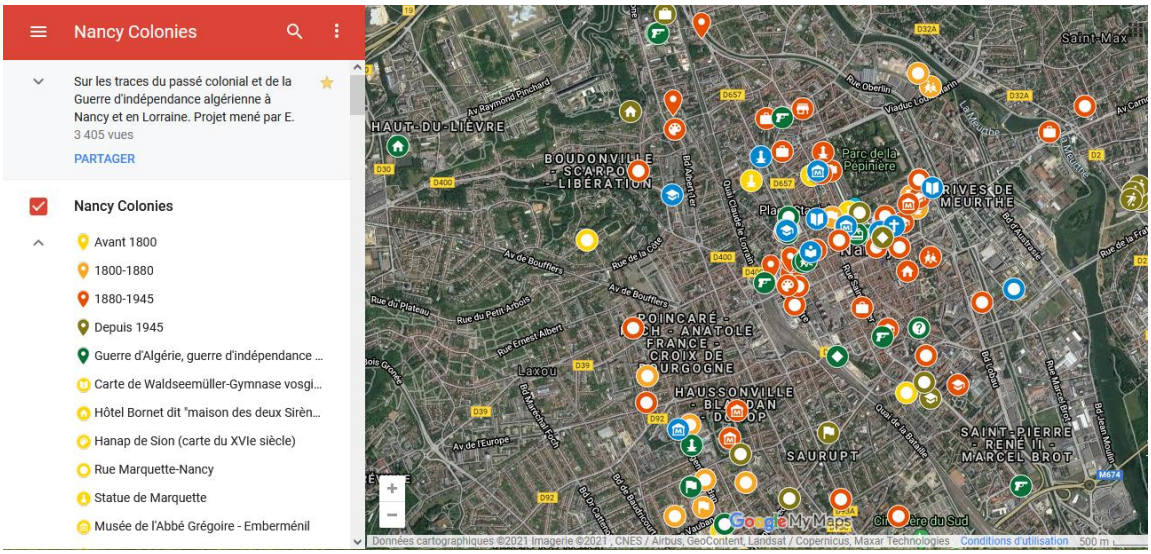
Le travail que nous avons mené a pour but d'éclairer leurs significations et leurs buts premiers au travers d'une enquête sur les rapports entre histoire et mémoires.

Nous avons choisi de partir sur les traces du passé colonial dans une ville qui était a priori bien loin des colonies. Et pourtant, notre quête nous a révélé les liens multiples que Nancy et la Lorraine ont entretenus avec la colonisation.

Au fil des mois, nous avons partagé sur le blog nos recherches, nos photos, nos documents que vous pourrez également retrouver sur la carte Nancy-colonies.

Les **notices** que vous pourrez lire dans les pages suivantes ont été **rédigées par les élèves de terminale**. Il faut les lire comme telles. Certaines apportent une réflexion originale à partir de documents inédits, d'autres sont plus prudentes et reprennent des informations sur lesquelles d'autres personnes ont déjà travaillé. J'ai fait le choix de ne pas modifier ces notices, sinon marginalement, quand bien même l'approche choisie s'éloignerait un peu de mes consignes.
Sur le **blog** (https://nancycolonies.blogspot.com/), certaines notices peuvent être écoutées dans une version audio, enregistrée par leurs auteurs. Vous pourrez également y retrouver la **carte** permettant d'identifier près de 200 lieux à Nancy et alentours en lien avec la colonisation et la guerre d'indépendance algérienne.

Etienne Augris
Professeur



Remerciements

Nous tenons à remercier les personnes et institutions ci-dessous pour leur aide, soutien et conseils dans la réalisation de ce projet:

Damien Nicolodi (Archives municipales de Nancy), Loïc Stelitano, François Laval (Sciences Po Paris Campus Nancy), Soeurs Gaby, Fabiola et Marie-Ghislaine de la Doctrine chrétienne de Nancy, David Gasparotto (Bibliothèque d'Agroparistech-Nancy), Malek Kellou, Dorothée Myriam Kellou, Raphaëlle Branche, Christian Poirson, Juliette Lenoir (Bibliothèque Stanislas de Nancy), Sophie Mouton, Frédérique Braconnot (Est républicain), Jean-François Panek (France 3 Lorraine), Francis Roussely, Carine Denjean (Jardins botaniques du Grand Nancy et de l'Université de Lorraine), Pierre-Antoine Gérard (Musées du Grand Nancy/Pôle muséal Museum-Aquarium), Sandrine Mondy-Lhuillery (Nancy-Musées), Guido Rychen (ENSAIA), Christophe Berteaux, Alexandre Gaubert, le Proviseur et l'intendante du Lycée international Jeanne-d'Arc, les personnels des bibliothèques du Grand-Nancy et de l'Université de Lorraine, la direction de la Résidence Services Seniors Les Jardins d'Arcadie Nancy, et bien sûr Mehdi Mohraz.

Le projet se poursuit l'an prochain, autour de la figure du Sergent Blandan, en lien avec la quête de Malek Kellou.

La suite à suivre sur twitter : https://twitter.com/NancyColonies

Le père Jacques Marquette (1637-1675), de Nancy aux Amériques

Rue du Baron-Louis, la statue de Marquette sur la façade du GEC (photo EA

Colonisation sur fond d'évangélisation ou véritable intérêt pour les Amérindiens ?

Formé à Nancy et Pont-à-Mousson

Jacques Marquette est né à Laon le 1er juin 1637. Dernier d'une famille très pieuse, il se découvre très vite une vocation apostolique. Sa sœur fonda d'ailleurs la Communauté des Soeurs Marquette pour l'éducation des enfants pauvres de Laon. Il commence ses études théologiques au collège des Jésuites de Reims et entre à seulement 17 ans dans la Compagnie de Jésus plus communément appelé les Jésuites, au **noviciat de Nancy** puis à l'université de Pont-à-Mousson. Il devient alors prêtre et demande à être envoyé en mission "ad exteras nationes". Il embarque donc à la Rochelle au début de juin 1666 pour arriver le 20 septembre au **Canada** à Québec. Aujourd'hui, il représente un personnage important pour le Québec où plusieurs représentations et écoles portent son nom.

Sa mission aux Amériques

Il commence par explorer la **vallée du Mississippi** à la recherche du passage direct jusqu'à l'Océan Pacifique. Il est donc à la recherche de ce qui deviendra le Mississippi et dont on lui accorde d'ailleurs la découverte. C'est là qu'il entre pour la première fois en **contact avec des natifs** qui l'aident alors en lui fournissant des cartes du pays mais également en lui servant de guide. On retrouve d'ailleurs de nombreuses représentations du Père Marquette se faisant guider par des Indiens.

Ce voyage à travers le Mississippi renforce le désir de Marquette d'**étendre à l'ouest et au sud son influence missionnaire**. Le voyage est également une véritable expédition scientifique. On retrouve dans ses carnets une importante **observation de la faune et de la flore** avec de nombreux croquis et cartes.

Wilhelm Lamprecht (German 1838-1922), Père Marquette and the Indians. Raynor Memorial Library at Marquette University, Milwaukee, Wisconsin. Source : Wikipedia

Sa relation avec les communautés natives d'Amérique

Il s'initie durant 2 ans aux langues et aux mœurs des amérindiens avant d'être affecté à l'**évangélisation** des Algonquins des Grands Lacs, d'abord à la pointe du Saint-Esprit, sur la rive sud du lac supérieur, puis à Michilimackinac, entre le lac Huron et le lac Michigan. Cet intérêt pour la culture de ces peuples pose plusieurs questions. Alors qu'il reconnaît leur humanité en s'intéressant à

leur us et coutume il est important de se souvenir qu'il voyageait dans un but d'évangélisation. Il raconte d'ailleurs dans son carnet de voyage, dans lequel il raconta tout son périple, qu'il est content de voir qu'ils pratiquent une religion mais qu'il **les considère comme non éduqués**. Il apporte une vision très occidentale et juge leur pratique et tradition. Il ajoute plus loin qu'il est là pour " les éclairer des lumières du St Evangile". La question ici étant : Le père Marquette s'est-il intéressé aux cultures et langues des natifs par respect et intérêt ou était-ce pour faciliter et renforcer la communication dans un but d'évangélisation. ce qui pose la question de la colonisation religieuse. La position du Père Marquette est donc toujours une ligne très fine entre un respect pour les populations autochtones et un esprit de colonisation religieuse.

La statue du Père Marquette

Cette statue du Père Marquette se trouve sur la façade du GEC (groupe des étudiants catholiques), une résidence étudiante catholique. Elle date de 1930 et est attribuée à Victor Huel fils, inspiré par le père G.M Lejosne, aumônier du GEC de Nancy.

Rue du Baron-Louis, la statue de Marquette dominant une tête d'Amérindien (photo EA)

On en retrouve une copie en plâtre à la bibliothèque de Pont-à-Mousson. On peut voir sur la statue le Père Marquette tenant un **crucifix dans sa main droite et une carte des Amériques dans l'autre**. Cependant, ce qui marque le plus en voyant cette statue c'est la tête de chef indien utilisée comme socle. Encore une fois la **hiérarchie entre le missionnaire et l'Indien est claire**. Il apparaît même comme un trophée de chasse avec les yeux baissés et une expression de défaite. Cette représentation pose question sur la place que nous accordons aux coloniaux et une forme d'oubli sur le fait qu'ils ont écrasé et effacé différentes cultures dans le but d'évangéliser et d'occidentaliser en pensant que la culture occidentale était la seule culture acceptable et en se considèrent comme détenteur de l'éducation. Alors qu'aujourd'hui nous repensons plusieurs représentations coloniales et nos relations avec cette colonisation occidentale, notre culture en reste imprégnée.

Notice rédigée par Adèle

Sources :

- Les sources iconographiques des portraits fictifs du père jésuite Jacques Marquette
- Récit des voyages et des découvertes du R. P. Jacques Marquette de la Compagnie de Jésus, en l'année 1673 et aux suivantes. La continuation de ses voyages / par le R. P. Claude Alloüez. et le Journal autographe du P. Marquette en 1674 et 1675 (Gallica/BNF)

Les Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy en Algérie

Hospice civil à Philippeville

Comment les Sœurs de la Doctrine Chrétienne ont-elles contribué à l'expansion de l'influence de l'instruction française et du catholicisme à partir de 1841 ?

Les Sœurs de la Doctrine Chrétienne sont une congrégation **fondée en 1718 par Jean-Baptiste Vatelot**, un chanoine toulois. A partir de 1821, la mère supérieure **Pauline de Faillonnet** développe les missions et envoie des religieuses au Luxembourg, en Belgique et en Algérie, objet de cette notice.

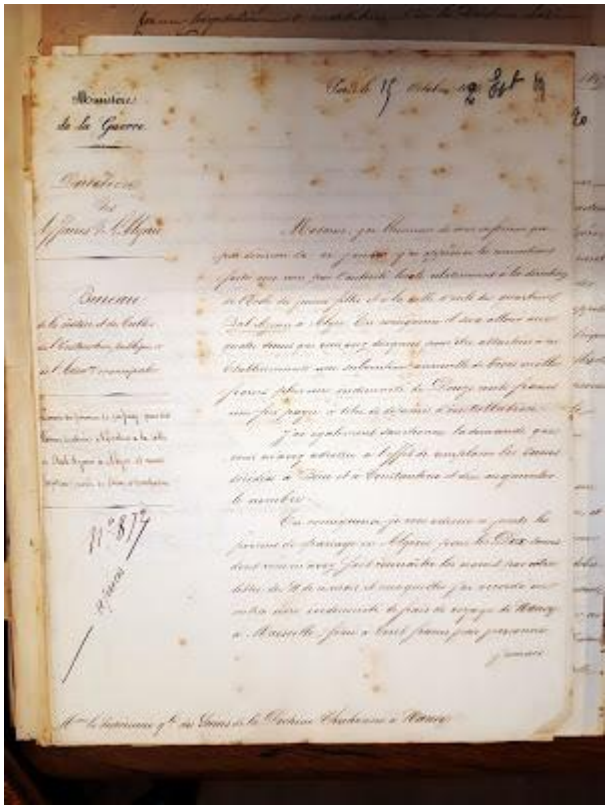
Sœur Louise Leclerc dans le costume primitif de la congrégation.

Sœur Louise Leclerc, première dirigeante des Sœurs de la Doctrine en Algérie

En juillet 1834, un gouvernement général des possessions françaises est institué dans le nord de l'Afrique dans les environs immédiats d'Alger, Oran, Bougie et Bône. L'installation de ce gouvernement provoque un certain besoin d'importer la culture française, ses mœurs et la religion. Le **diocèse d'Alger est alors érigé en 1838 avec Monseigneur Dupuch à sa tête** en tant qu'évêque puis archevêque à partir de 1866. Il permet de mener à bien l'installation des colons français en Algérie en installant le mode de vie à la française et en permettant à ces colons de pouvoir pratiquer leur religion dans un pays qui était et est toujours aujourd'hui à **majorité musulmane**.

Le 18 octobre **1840, monseigneur Dupuch écrit à mère Pauline de Faillonnet** pour lui proposer d'éduquer les petites filles de **Philippeville** (Skikda, aujourd'hui), c'est le début de la mission des Sœurs de la Doctrine Chrétienne en Algérie. Près de 120 ans d'histoire à rebondissements, balancée entre réformes politiques et baisse de l'influence de la religion incontestable dans un cadre de plus en plus laïque qui aboutit avec la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905. Cette laïcisation en France métropolitaine contribuera d'ailleurs à compliquer la mission des religieuses en Algérie.

Les Soeurs avaient donc pour mission, supervisées par le diocèse d'Alger et le gouvernement français, d'éduquer les filles et aider dans les **hôpitaux** (dans des hospices par exemple). Concernant l'**éducation**, les Soeurs de la Doctrine Chrétienne devaient diffuser la langue française notamment dans le but de propager l'influence française sur les générations les plus jeunes et influençables. Cette mission s'inscrit donc clairement dans l'**optique coloniale du gouvernement**. De plus, la propagation de la religion chrétienne est primordiale au sein de cette colonie à majorité musulmane.



Le ministre de la Guerre, dont dépend l'Algérie, écrit à la Mère supérieure de Nancy en 1846 à propos d'une "salle d'asile" et d'une école à Bab-Arzou (Alger)/ADCN E2 Evt1/Algérie (1840-1856)

La foi chrétienne était aussi inculquée dans les hospices quand les Soeurs soignaient les malades, la foi chrétienne pouvait ainsi être transmise de différentes manières, étendant de plus en plus l'influence française en Algérie.

La mission des Sœurs durant la totalité de la période aura été rythmée par les changements politiques notamment dans le rapport à la création d'une république qui cherche à s'affranchir de la religion, rendant leur tâche initiale de plus en plus ardue. De forts enjeux religieux et plus particulièrement politiques sont alors incarnés par ces **missionnaires au service de l'État**. Les sœurs sont **sous la juridiction des diocèses en Algérie mais aussi du ministère de la Guerre** qui prend à bras le corps cette cause et ce besoin d'éducation dans ces nouveaux départements français. Par exemple, le ministère de la Guerre a requis la présence de plus de sœurs pour faire face à une redoutable épidémie de **choléra en 1849**, en faisant plus de 2000 décès, particulièrement à Oran. D'ailleurs, **sœur Louise Leclerc, la première mère supérieure en Algérie** décédera de cette maladie en 1850. Elle était une fierté de la maison de la Doctrine Chrétienne et selon de nombreuses archives a "parfaitement dédié sa vie à Dieu" et a lancé plus de 120 ans d'histoire.

Les sœurs sont encouragées par l'arrivée de **Monseigneur Lavigerie (1867)** qui met en place un programme d'**assimilation** des Arabes, mais de l'assimilation par des moyens moraux: "l'école et la diffusion de la langue française (...) par une prédication évangélique discrète, préparée par la libre diffusion des bienfaits de la charité chrétienne". Monseigneur Lavigerie est d'ailleurs très intéressant dans son lien avec la ville de Nancy, il est l'**évêque de la ville lorraine entre 1863 et 1867**. De plus, il fonde l'ordre des Pères Blancs qui sont des prêtres missionnaires en Afrique, en 1879. Cela montre qu'il y a des tensions et une lente mise en place de l'éducation en Algérie, puisque plus de 25 ans après l'arrivée il y a toujours des tractations pour mettre un programme en place. Leur mission va connaître de nombreux soubresauts liés au contexte en France métropolitaine notamment avec la **circulaire Mac-Mahon de 1868** qui va porter un coup aux écoles religieuses dont les sœurs sont les garantes en les remplaçant par des écoles mixtes (regroupant Européens et Arabes).

Le jardin. Sœur Scholastique et Sœur Sainte-Croix. Sœur Saint-Martin cueille des fruits.

En **1962, l'indépendance de l'Algérie est décidée** par les accords d'Évian et cela marque le déclin de la mission des Soeurs de la Doctrine Chrétienne. Les archives montrent quelques réactions et états d'âmes a posteriori et sont assez intéressantes à découvrir. Pour une religieuse lorraine **"c'était un petit bout**

de la France qui partait". D'autres disent ceci : "Pendant la guerre, on était plus pour que l'Algérie reste française. Mais quand l'indépendance est venue, on s'y est vite mises." Ce n'est qu'en 1976, que les Sœurs qui s'occupaient de l'éducation quittent définitivement l'Algérie au moment où l'État maghrébin nationalise et arabise les écoles. Ces quelques mots accompagnent leur départ

"Alors il a fallu rendre les clés des écoles, ça a été la débandade, il a fallu partir."

A noter que certaines sœurs sont restées en Algérie pour s'occuper des hôpitaux et que celles qui rentraient ont été placées dans des maisons, pour faciliter leur adaptation, dans le sud de la France.

Notice rédigée par Émile et Sacha

Sources :

- Archives historiques de la maison mère de la Doctrine Chrétienne à Nancy (vifs remerciements à Sœur Marie-Ghislaine, archiviste de la congrégation !). Notamment dossiers ADCN E2 Evt1/Algérie (1840-1856) et ADCN E2 Evt4/Algérie (1940-1983)

- Sœur Marie-Edmonde Renson, "Les Sœurs de la Doctrine chrétienne en Algérie: fondation et expansion", in *Histoire des Sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy*, tome 4, 1999. Plusieurs des photographies illustrant cet article sont tirées de ce livre.
- *Entretiens familiers des Sœurs de la Doctrine chrétienne depuis 1700*, sans date (probablement XIXe siècle), édité par la Congrégation des Sœurs de la Doctrine chrétienne à Nancy

Le siège de la congrégation à Nancy, 2021

Jules Crevaux, un explorateur lorrain en Amazonie

<u>La démarche de Crevaux est-elle purement scientifique ou imprégnée des valeurs coloniales?</u>

Jules Crevaux est né en 1847 et mort en 1882 en Argentine. Issu d'un milieu modeste, il devient orphelin à 15 ans. Il étudie au lycée de Nancy et poursuit ses études en médecine, avant d'intégrer l'Ecole de médecine navale de Brest . Il est reçu aide-major de la Marine en 1968 et embarque dans le transport-hôpital Cérès qui part pour la **Guyane** en 1869. Il s'engage dans la marine pendant la guerre de 1870, durant laquelle il est fait prisonnier. Il s'évade, et retourne terminer ses études à Paris, qu'il termine en 1872, avant de devenir médecin.

En 1873, il embarque le long des côtes de l'Amérique Latine en tant que médecin de première classe pendant trois ans. En décembre 1876, il embarque pour la Guyane, aux Iles du Salut, dans le contexte de l'épidémie de fièvre jaune. Épris d'aventure, il commence sa première expédition en juillet 1877, après avoir obtenu les autorisations pour explorer le Haut-Maroni. Ses faits sont relatés aux nancéiens par le biais de la Société de Géographie de l'Est à laquelle il est rattaché. Il conte ses aventures quand il rentre lors de conférences et publie des comptes-rendus. Il fait la fierté de la Lorraine et attire beaucoup de public.

De 1878 à 1879, il part dans une deuxième expédition dans le Haut-Amazone, allant de Cayenne aux Andes. La même année, il publie sa revue "Le Tour du Monde".

En 1880, il repart lors d'une troisième expédition pour une mission officielle jusqu'en 1881 au **Vénézuela et en Nouvelle-Calédonie**.

Il part pour une quatrième expédition dans le Gran-Chaco avec l'astronome Billet, le peintre Auguste Ringun, et un médecin. Mais le 27 mars 1882, son équipage est massacré dans un village **d'Argentine**.

Pendant très longtemps, il revêt la figure de l'explorateur classique de la IIIème République. Doté d'une grande notoriété, il reçoit la Légion d'honneur et la médaille d'or de la société de Géographie de l'Est. Ses compétences sont reconnues en botanique, zoologie, géographie et ethnologie. Toujours pieds nus, avec des vêtements blancs, une barbe abondante, et un chapeau à large bord, il est représenté de cette manière sur toutes les gravures illustrant ses expéditions. Ces critères sont censés évoquer l'exotisme et la dureté des conditions de vie.

Il apparaît comme quelqu'un de **désintéressé**, ayant pour seule motivation la volonté de servir la science. En effet, sa contribution est grande: il effectue des tracés cartographiques avec des relevés altimétriques et barométriques, mais aussi des descriptions détaillées des reliefs, cours d'eau, et voies de communication. Avec un recensement riche de la faune et de la flore, il rapporte de nombreuses données ethnographiques, anthropologiques, hydrographiques et botaniques. Grâce à sa rencontre avec la fille d'une sorcière, il apprend également à manier le curare, aujourd'hui utilisé dans les services de chirurgie ou de réanimation.

Outre ces compétences, il était aussi réputé pour son ouverture d'esprit et sa curiosité. Lors de sa première expédition, il rencontre les Bonis, un ancien peuple d'esclaves évadés. Il étudie leur coutumes et leur culture pendant plusieurs mois, et se lie d'amitié avec Apatou, qui l'accompagne partout dans ses expéditions, et lui confère une certaine légitimité. Il interagit beaucoup avec les peuples locaux et effectue une véritable enquête anthropologique dans le delta de l'Orénoque, chez les indiens Guaraounos. Il apparaît comme voulant élargir la vision du monde française et les connaissances de l'élite militaire, et incarne des idéologies progressistes: soutien à Dreyfus, anticléricalisme, protection de déportés évadés..

Il est même parfois présenté comme un pré-écologiste, voulant préserver la forêt amazonienne.

Cependant, son image positive est contestée par des spécialistes: Crevaux aurait pillé des tombes, exécuté un indien, et aurait entretenu des **préjugés racistes** au cours de ses recherches.

Tous les objets pillés qu'il a apportés représentent 430 pièces, et la collection est entrée au Musée d'ethnographie du Trocadéro en 1881.

Il était également partisan d'une géographie utilitaire, promouvant la mise en valeur des territoires au service de l'expansion de la civilisation occidentale. Sa démarche n'était donc pas totalement désintéressée et revêtait un caractère colonial, économique et politique.

De plus, son action a permis l'opportunisme des républicains, qui étaient dans l'idée d'une colonisation revancharde contre l'annexion de l'Allemagne, des allemands, qui avaient tout intérêt à ce que l'attention de la France soit tournée vers le colonialisme, et de l'Amérique du Sud, qui soutenait une expansion purement scientifique.

Ses **compétences** sont également remises en cause: il aurait eu des difficultés à préparer ses voyages, car il manquait de financement et menait parfois des missions non-officielles et non autorisées, et ses expéditions étaient souvent désorganisées.

Ses **détracteurs** l'accusent d'avoir contribué à alimenter une vision négative de l'Amazonie (Enfer vert), la promotion d'une exploitation inconsidérée de la nature, et l'idéologie d'une infériorité des cultures amérindiennes en pensant qu'elles étaient vouées à disparaître ou à ne pas progresser. Ceux-là le présentent comme étant un explorateur-colon .

Après sa mort, la municipalité de Nancy appelle à émettre des réserves quant à son apparence de grand explorateur et pointent sa responsabilité dans le massacre de Pilcomayo. De nombreuses polémiques médiatiques ont lieu à son sujet, entre les journaux qui font ses louanges et ceux qui l'accusent de ne pas avoir pris assez de précautions.

L'emplacement du buste de Crevaux fait débat, car certains estiment qu'il ne fut pas si important que ça. Le buste fut finalement installé au jardin botanique de Nancy (6 mètres de haut, socle avec une fontaine et 4 mascarons qui représentent les 4 types d'indiens étudiés par Crevaux)

Plus récemment, des débats ont eu lieu autour d'une rue qui porte son nom.

Notice rédigée par Naya et Louise

Victor Prouvé et l'Orient des colonies

Séjour de paix et de joie : méditation, 1899, huile sur toile, 180 x 265 cm. Petit Palais.

Quelle représentation de l'Orient et ses colonies Victor Prouvé met-il en avant à travers ses œuvres et comment celle-ci évolue-t-elle ?

Né le 13 août 1858 à Nancy en Lorraine, Victor Prouvé est le fils de Gengoult Prouvé, dessinateur en broderies et d'Eugénie Prouvé, se destinant à la profession de lingère. Baignant dès le plus jeune âge dans un milieu artistique, il se lance lui aussi dans une carrière artistique dans laquelle il exerce les métiers de sculpteur, graveur et peintre et travaille le cuir, la reliure ou encore la broderie, ceci lui valant une reconnaissance nationale et internationale ainsi que le surnom d'homme à « cent métiers ».

À la suite de sa formation à l'Ecole municipale de dessin de Nancy et à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris et influencé par son époque, Prouvé s'inscrit progressivement dans le mouvement artistique et littéraire orientaliste. Synonyme d'exotisme, celui-ci illustre l'inspiration nouvelle qu'ont pu trouver les artistes aux XVIIIe et XIXe siècle à travers l'expansion coloniale en Afrique du Nord.

C'est à travers les thématiques de l'orientalisme que celui-ci réalise des œuvres d'un Orient romantisé et fantasmé. Ainsi que de nombreux peintres, il s'inspire tout d'abord de récits militaires, de voyage, ou encore de recherches scientifiques et commerciales afin d'apporter une touche de renouveau dans ses œuvres.

Victor Prouvé, Nourmahal, 1886, Musée des Beaux-Arts, Nancy.

C'est dans ce registre que Victor Prouvé crée sa toile Nourmahal, en s'inspirant du poème de Victor Hugo tiré du recueil « les Orientales » et nommé Nourmahal la Rousse. Dans sa peinture, il utilise l'Orient comme un décor dans lequel il place une jeune femme rousse, représentative du modèle européen, par ses attraits physiques comme sa carnation pâle. Ici, le peintre utilise des objets orientaux tels le tapis, les soieries, les coussins ou encore le narguilé. L'orient apparaît alors comme un objet de fascination

romantique mais il reste toujours un simple décor et une illusion aux yeux de Prouvé. Cette représentation exotique et sensuelle est ce qui inspire les artistes lors de la période coloniale en Afrique du Nord. Néanmoins, cela ne semble pas représentatif de la réalité de l'orient et de ses colonies dans sa globalité.

En 1888 et en 1890 et sous les conseils de son ami Emile Friant, il se rend pour la première fois en Tunisie. Ces voyages à travers ce pays et ses colonies sont pour lui révélateurs, ils lui apportent des nouvelles lumières à sa palette de couleurs et transforment son style artistique. Il retransmet à travers son art les lumières et couleurs puissantes et chatoyantes aux tons plus chauds comme des variations de rouges, jaunes ou bruns des paysages, lui permettant de créer son propre univers artistique. Il y représente des cavaliers, des habitats, des caravanes ou encore les coutumes des habitants.

Par ailleurs, ce nouveau savoir-faire s'applique également au portrait coloré d'Emile Gallé en 1892 ainsi que d'autres portraits de personnalités ou autres peintures auxquels il apporte ces nouvelles touches de couleur. A cet égard, il réalise en 1899 une peinture à l'huile nommée Séjour de Paix et de Joie : méditation et dans laquelle il place une femme et un homme dans une prairie où il exploite des couleurs pastel mais également vives tels du bleu ciel, du rouge, du jaune ou encore du vert, ceci à l'aide des jeux de lumière.

Lors de ses voyages en Algérie et de la même façon qu'en Tunisie, il rapporte de nouveau des aquarelles, des dessins et des croquis dans lesquels il joue sur la lumière et la splendeur des couleurs. Dans ses œuvres, on trouve des scènes de chasse et de combat des paysages typiques, des oasis, villes orientales ou les déserts. Les habitants, leurs coutumes et habits sont-ils véritablement représentés tels qu'ils sont dans leur vie quotidienne et la réalité ? Ils semblent plutôt être la vision occidentale de l'orient, qui ont créé leur propre « orient », ceci à travers le style de leurs œuvres et le regard qu'ils portent sur les colonies. Certaines peintures de Prouvé et de nombreux artistes reflètent alors davantage les fantasmes érotiques du public occidental que la réalité quotidienne des habitants colonisés.

Toutefois, même si l'Orient consistait en une source intarissable d'inspiration et ceci à la faveur de la colonisation, certaines peintures orientalistes agissaient comme de la propagande culturelle prônant l'impérialisme de la France et la beauté de son empire colonial.

Ce que nous devons à nos colonies, 1918, Palais des ducs de Lorraine – Musée lorrain, Nancy

Par la suite, Victor Prouvé utilise son art pour réaliser de la propagande coloniale et lors de la Première Guerre mondiale. C'est à cet effet qu'il crée l'affiche « Ce que nous devons à nos colonies » en 1918. Dans la partie supérieure de l'affiche, on constate un cavalier brandissant un drapeau français et issu d'un décor exotique évoquant l'Afrique du Nord. Dans la partie inférieure de l'affiche se trouve un texte faisant l'éloge des colonies telles la Tunisie, l'Algérie ou le Maroc pour leur rôle majeur dans la victoire des alliés dans la Première Guerre mondiale. En effet, les colonies ont notamment participé en envoyant des soldats au front et en permettant le ravitaillement en piochant dans les matières premières des colonies. Dans le texte en-dessous, Victor Prouvé promeut le colonialisme en évoquant une « affection commune » entre les colonies et la France métropolitaine. Cependant, cette unité mise en avant est à contraster avec l'écart qu'il établit entre les « volontaires indigènes » qui ont combattu pour la France « avec autant de courage que les Français eux-mêmes ». Il y a un paradoxe entre le fait qu'il ne les considère alors pas comme des Français mais prône la « nécessité pour la France de colonies » et l'importance de leur effort commun.

L'orientalisme s'est progressivement atténué et a peu à peu disparu par l'indépendance des colonies comme celle de l'Algérie en 1962. En conclusion, Victor Prouvé est alors très représentatif des artistes

de cette époque et de leur regard sur les colonies. L'Orient et ses colonies représentent pour lui et pour de nombreux autres une source d'inspiration et un fantasme qu'ils exploitent à travers leurs nouvelles palettes de couleurs et leurs jeux de lumière. Prouvé a lui-même évolué artistiquement et a transformé son style à travers ses voyages au sein des terres de protectorat. Néanmoins, ces œuvres peuvent souvent être qualifiées de propagande culturelle mettant en avant une image trompeuse ou même condescendante de l'Orient.

Notice rédigée par Anastasia

Sources :

Victor Prouvé

https://www.nancy.fr/fileadmin/documents/Culturelle/Culture%20%C3%A0%20Nancy/Scolaires/2019/victor_prouve_valise_pedagogique.pdf
https://www.du-grand-art.fr/arts-decoratifs/19eme-siecle/art-nouveau/artistes/victor-prouve/
https://musee-ecole-de-nancy.nancy.fr/informations-transversales/actualites-2658/victor-prouve-16539.html?cHash=54799b6016ad2952eedf025d0bcc770d

L'orientalisme

https://www.beauxarts.com/grand-format/lorientalisme-en-3-minutes/
https://fr.wikipedia.org/wiki/Orientalisme

Œuvres

http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/ulysse/notice?id=FR_ANOM_0009Fi484
https://www.librairiepointdecote.fr/livre/946182-victor-prouve-voyages-en-tunisie-1888-1890-d--malzeville-editions-serpenoise
https://www.parismuseescollections.paris.fr/fr/petit-palais/oeuvres/sejour-de-paix-et-de-joie-meditation#infos-principales
https://musee-lorrain.nancy.fr/fr/le-musee/expositions-passees/lorrains-sans-frontieres-c-est-notre-histoire-32

Victor Prouvé voyages en Tunisie 1888-1890 dessins aquarelles huiles. Exposition Malzéville La Douëra 12 mai-27 juin 1999 illustrations en noir et en couleur
dessins, aquarelles, huiles

Quel rôle a joué Lyautey durant la colonisation au Maroc ?

Louis Hubert Gonzalve Lyautey, **né le 17 novembre 1854 à Nancy** (dans la Meurthe, aujourd'hui en Meurthe-et-Moselle) et mort le 27 juillet **1934 à Thorey** (Meurthe-et-Moselle), est un militaire français, **officier pendant les guerres coloniales**, premier résident général du protectorat français au Maroc en 1912, ministre de la Guerre lors de la Première Guerre mondiale, puis maréchal de France en 1921.

La statue de Lyautey à Nancy, installée depuis 1994

Hubert Lyautey est issu d'une famille de militaires, il intégra l'école de **Saint-Cyr** en 1873, puis fut envoyé, en tant qu'officier de cavalerie, en **Algérie**. Il servit en **Indochine** de 1894 à 1897, où il rencontra le **général Gallieni**, qu'il devait rejoindre à **Madagascar** de 1897 à 1902. Promu colonel en 1900, puis général de brigade en 1903, il devint général de division en 1907.

La situation du Maroc

Le Maroc est un des plus vieux États du monde, on fait remonter ses origines à la fondation de Fès par Idriss Ier au VIIIe siècle. L'Empire chérifien est une appellation historique donnée au Maroc entre le XVIe et XXe siècles.

• Le **sultan Moulay Abd el-Hafid**, assiégé par plusieurs tribus dans sa capitale, Fès, demande l'intervention militaire de la France.

• En mars 1912, le ministre de France à Tanger, Eugène Regnault, fait signer au sultan Moulay Hafid un **traité de protectorat**.

• Le traité de Fès traité conclu entre la France et le Maroc est signé le 30 mars 1912, pour l'organisation du protectorat français dans l'Empire chérifien (Ancienne appellation du Maroc.)

Ce traité reconnaît implicitement la souveraineté du Sultan, mais il n'a pas l'initiative des lois, seulement le droit de s'y opposer en refusant de signer les dahirs (décret royal). En outre, le maintien de l'ordre, la défense, les finances, les relations extérieures lui échappent.

Le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, le Marechal Lyautey et le Prince Moulay Hassan, futur Hassan II, à Thorey, quelques jours avant la mort de Lyautey. Source

Lyautey était **résident général** au Maroc de 1912 à 1925. En 1912 enfin, celui qu'on allait surnommer "Lyautey l'Africain" devenait alors le premier résident général de France au Maroc le 28 avril 1912. Ayant pris rapidement une connaissance parfaite de la région, du terrain et des

mœurs comme des tribus, il fut **soucieux de respecter la religion islamique**, et de respecter aussi la personne du **sultan, Commandeur des croyants**. Lyautey va se heurter au **lobby colonial français** qui, influencé par la situation en Algérie, veut que le Maroc soit une terre de colonisation. Il s'affranchit de la tutelle du ministère des Affaires étrangères pour conserver l'identité du Maroc.

Lyautey et l'Islam

Durant son parcours, Lyautey a acquis un respect pour la religion. Il s'est renseigné sur l'Islam très tôt grâce à ses voyages. Il a rencontré des élites arabes qui lui ont permis d'**apprendre l'arabe** et de prendre connaissance des fondements de la religion musulmane. Lyautey était orientaliste : il développait un fort intérêt pour l'orient et plus **particulièrement pour les pays du Maghreb. Lors de l'inauguration** de la Grande Mosquée de Paris en 1926, Lyautey prononça un discours. Il dira notamment une phrase qui traduit de son respect pour l'Islam :

« il faut respecter les religions des autres, mais pour les respecter il faut se respecter soi-même. »

Un colonialiste paradoxal

Le Maroc a connu une période très troublée. Il a été un objet de convoitise entre les puissances européennes à la veille de la première guerre mondiale. Durant les 13 ans où il est résident général au Maroc, Lyautey joue un rôle de gouverneur. Il met ces 13 années en œuvre pour **"redresser" l'administration marocaine,** "restaurer" l'autorité et le prestige du sultan et pour construire une certaine forme de modernité au Maroc.

La tour Hassan à Rabat [Source]

La modernité économique qui va au possible ne pas toucher aux traditions et aux spécificités du Maroc. Bien que **moderniser sans modifier les traditions s'avère une tâche difficile**, il s'agit de la volonté principale de Lyautey. Il va construire un certain nombre de ports et de chemins de fer, mettre en place une aviation civile, des infrastructures scolaires et sanitaires partout dans le pays tout en respectant la tradition architecturale du Maroc. Lyautey ne voulait pas mélanger les traces des nouveaux aménagements avec le centre des villes marocaines. Il avait la volonté de conserver intactes les traditions et l'identité du Maroc. Il édicta des lois visant à **protéger les centres anciens** (les villes coloniales furent construites à la périphérie des médinas), ou à établir des règles laissant aux Marocains des espaces de liberté (interdiction pour les non-musulmans de pénétrer dans les mosquées). La tour Hassan à Rabat est ainsi remise à neuf. L'architecte Henri Prost est chargé de redessiner les villes nouvelles de Rabat et de Casablanca avec la consigne stricte de préserver et de valoriser les cœurs anciens des cités, de manière à ce que les marocains eux-mêmes puissent y revivre leurs traditions et leurs artisanats.

Actuellement, le Lycée Lyautey, construit à Casablanca pendant le protectorat, est l'un des plus grands lycées français au monde. Conscient cependant du risque que présente l'irruption des produits de l'industrie européenne pour la survie des arts marocains, Lyautey ordonne en 1913 une enquête sur les centres de production. Il organise en **1915 une exposition franco-marocaine à Casablanca**. Un office des Industries d'art indigène assure à partir de 1918 la surveillance de la production et l'écoulement des produits de l'artisanat. Hubert Lyautey a très tôt compris l'importance de la compréhension entre les civilisations et celle de l'alliance entre la modernité et la tradition.

Cependant, le protectorat fut une période néfaste pour ce pays : crimes coloniaux, répression frôlant parfois l'épuration ethnique, confiscation des meilleures terres au profit des colons... La politique colonialiste de Lyautey fut marquée par son objectif de **se faire aimer sans cesser de se faire craindre**.

« Il faut montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir »

, telle était sa devise. La modernisation du pays tout en conservant ses traditions est un projet ambitieux qui n'est pas infaillible. A leur arrivée, les colons français, ainsi que Lyautey, avaient la volonté «d'unifier » le Maroc pour mieux l'administrer. En effet, certaines tribus nomades vivaient de manière autonomes au Maroc et rejetaient la tutelle étrangère. C'est notamment le cas des **Béni-Snassen** (une confédération tribale, principalement berbérophone, établie au nord-est du Maroc). En mars 1907, Lyautey fut chargé d'occuper Oujda où beaucoup de résistants furent massacrés lors d'un soulèvement dans la région des Beni Snassen (novembre 1907). (Il y a néanmoins peu d'informations concernant cet événement).

De plus, **les intérêts des communautés agricoles traditionnelles et ceux des colons n'ont pas été convergents**. Dans un premier temps, une politique conservatoire de la tribu et de ses biens est développée, mais elle s'oppose à ceux que les colons veulent : **posséder les terres marocaines**. **Lyautey va alors déclarer la fin de la propriété collective au profit de la propriété individuelle**. Les tribus qui avaient conservé la coutume antique de la propriété collective ont été forcées de se soumettre aux nouvelles règles coloniales.

Mais la mémoire du Maréchal Lyautey est, encore aujourd'hui, source de divergence. En effet, il est plus ou moins apprécié selon les avis et les points de vues différents des individus et leur situation durant la colonisation du Maroc. En France, certains s'offusquent que des lieux publics portent le nom du Maréchal Lyautey, architecte du Protectorat français sur le Maroc. C'est le cas du **collectif Interquartier 49** composé d'habitants issus de l'immigration. En juin dernier, cette association a demandé officiellement à la mairie de la ville d'**Angers** de débaptiser le square qui porte le nom d'Hubert Lyautey. Le porte-parole du collectif pense que la mémoire du Maréchal est « vexante et outrageante ». Dans une radio locale, il argumente sa position : « Lyautey a réussi à conquérir le Maroc en divisant les tribus marocaines et, lors d'une rébellion contre le sultan, il s'est chargé de la réprimer de manière sanglante ». (Référence à la répression de la tribu des Béni Snassen en novembre 1907.)

Le Maréchal Lyautey peut être vu comme un colonialiste paradoxal. Il souhaitait à la fois moderniser le Maroc et conserver ses traditions. Cependant, Lyautey a imposé une sorte de domination sur le Maroc en modifiant les fondements du pays. La tutelle coloniale n'a donc pas été que synonyme de bienfaits pour le Maroc, même si le Maréchal Lyautey a joué un rôle important dans l'histoire du Maroc.

Le tombeau de Lyautey aux Invalides, source

Traces de Lyautey à Nancy et environ

• Statue de Hubert Lyautey à Nancy rue des Cordeliers

• Rue Lyautey à Nancy, à l'angle de la place d'Alliance.

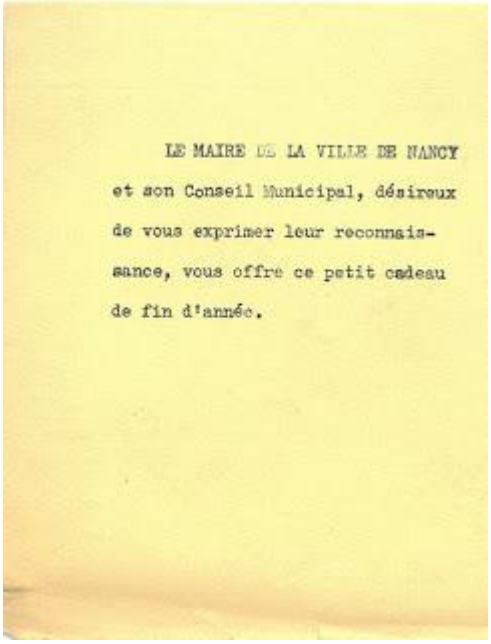
De par son origine lorraine, on retrouve notamment dans la ville de Nancy un certain nombre d'éléments lui rendant hommage. Tout d'abord, il existe une Rue à son nom, puis une statue en bronze à son effigie rue des Cordeliers à Nancy, dont le sculpteur est François Cogné, un spécialiste des portraits officiels. Le maréchal Lyautey fréquente l'artiste à partir de 1916. Le sculpteur lui avait fait un buste, qu'il avait aimé mais le militaire hésite. En 1924, il a fait appel à un autre statuaire, George Malissard, dont les études d'un « Maréchal Lyautey à cheval » ne seront jamais appliquées. Un an avant sa mort, alors qu'il séjourne à Thorey, Lyautey continue d'envoyer à Cogné des photographies de la maquette. Il apprécie le rendu de sa personne, mais l'attitude du cheval le gêne. Lyautey n'en verra pas l'achèvement.

Notice rédigée par Masha et Telma

Sources:

- Un colonialiste paradoxal
- Le Maréchal Lyautey, le constructeur du Maroc moderne
- En France, la mémoire du Maréchal Lyautey suscite la polémique
- Louis-Hubert LYAUTEY - Maréchal de France
- Traité pour l'organisation du protectorat français dans l'empire chérifien.(Fès, 30 mars 1912)
- Le Maréchal Lyautey et le Maroc: "Le respect mutuel des peuples"

Colis de Noël envoyés par la Mairie de Nancy pour les soldats en Algérie

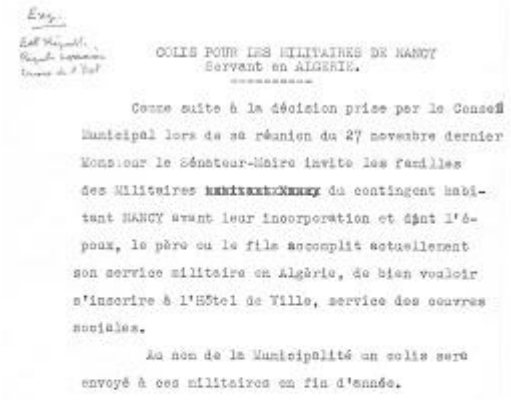

LE MAIRE DE LA VILLE DE NANCY
et son Conseil Municipal, désireux
de vous exprimer leur reconnais-
sance, vous offre ce petit cadeau
de fin d'année.

Archives municipales de Nancy (1 Q 103)

À partir de 1958, la mairie de Nancy a décidé de faire un geste pour les soldats en Algérie. Pour noël, chaque soldat a eu le droit à un colis avec des aliments de toutes sortes. Cette initiative humanitaire permet aux soldats de garder le morale et de voir que leur famille, même loin, pense à eux. Cela a permis aux soldats nancéiens de garder la motivation et se sentir important au yeux de la France.Cette opération a été déterminante dans l'espoir et le moral des soldats. Nous allons nous demander comment cette opération a-t-elle permis de garder un lien avec les soldats nancéiens ? D'abord nous verrons comment le projet s'est organisé, puis comment est vécu le projet par les soldats.

I) Comment le projet s'est-il organisé ?

Ce projet a été proposé par la ville de Nancy à partir de 1959, pendant la guerre d'Algérie, afin d'envoyer des colis alimentaires aux soldats français pour les fêtes de noël. La ville de Nancy s'est fondée sur la base du volontariat de la part des familles pour la réception des colis. Elles devaient demander l'envoi d'un colis pour leur fils en écrivant une lettre à la mairie. Une centaine de familles ont fait une demande chaque année pour ce projet. Ces colis étaient alimentaires et contenaient par exemple de la gelée, du chocolat, du saucisson… Les produits étaient récoltés dans les magasins de Nancy volontaires pour cette opération. Les boutiques donnaient souvent les restes de stock qu'ils n'avaient pas vendu dans la journée. La mairie de Nancy a décidé de soutenir ce projet pour remotiver et aider les soldats nancéiens en Algérie qui avaient une vie dure et qui étaient loin de leur famille pour les fêtes de Noël. Le projet ayant duré plusieurs années, les lettres de retours des familles ou des soldats eux-mêmes ont beaucoup aidé pour améliorer le projet. Au fur et à mesure des années, les lettres de remerciements se sont démultipliées ce qui a permis une amélioration de l'organisation du projet avec par exemple, plus de magasins, de bénévoles, et surtout une amélioration du quotidien des soldats durant les fêtes.


COLIS POUR LES MILITAIRES DE NANCY
Servant en ALGERIE.

Comme suite à la décision prise par le Conseil Municipal lors de sa réunion du 27 novembre dernier Monsieur le Sénateur-Maire invite les familles des Militaires du contingent habitant NANCY avant leur incorporation et dont l'époux, le père ou le fils accomplit actuellement son service militaire en Algérie, de bien vouloir s'inscrire à l'Hôtel de Ville, service des oeuvres sociales.

Au nom de la Municipalité un colis sera envoyé à ces militaires en fin d'année.

Archives municipales de Nancy (1 Q 103)

II) Comment le projet est-il vécu par les soldats ?

Le temps de guerre étant vraiment difficile moralement et mentalement pour les soldats, qui vivant d'horribles situations, ne peuvent qu'être ravis de recevoir des colis pour Noël. Certains envoient même des lettres de remerciements à la mairie, montrant leur gratitude et leur reconnaissance envers ce geste que la ville de Nancy fait pour eux. Au contraire, il y a aussi des soldats qui envoie des lettres pour demander des colis car voyant que leurs camarades en ont reçu mais pas eux, ils finissent par faire des demandes auprès de la mairie. Comme souvent ce sont les familles qui en font la demande, quand un soldat n'en a plus ou a des problèmes avec elle, il n'en reçoit donc pas. De plus, les colis contenaient uniquement des aliments et ceux-ci pouvaient plaire à tout le monde et par conséquent plaisaient facilement aux soldats. On peut aussi imaginer qu'étant donné que les soldats étaient incorporés jeunes et sans leur demander leur avis, ne pas pouvoir fêter Noël avec leurs proches pouvait être difficile que ce soit pour eux ou même pour leur famille. Donc la possibilité pour la famille de demander ces colis pour leur fils et la possibilité pour un soldat d'en recevoir, ne pouvait que le toucher et le rendre heureux. Puis c'était un bon moyen pour leur donner de la force pour pouvoir continuer de combattre et garder la motivation dans les circonstances difficiles auxquelles ils faisaient face. Cette initiative de la ville de Nancy n'a au final eu que des conséquences positives sur les soldats car même ceux qui n'en avaient pas reçue de la part de leur famille ont pu quand même en avoir après une lettre adressée à la ville. Donc le projet a été extrêmement bien vécu par les soldats, ils ont pu recevoir un peu de joie et de bonheur dans la difficulté de la guerre et de leur condition et de ne pas oublier que leur famille pense toujours à eux même aussi loin.

ANCS ÉTABLISSEMENTS LOUIS DIXNEUF

Au Vieux Gourmet

TOUT POUR L'ALIMENTATION

BORDEREAU DE LIVRAISON

Archives municipales de Nancy (1 Q 103)

Pendant la guerre d'Algérie, la ville de Nancy propose un projet à partir de 1959 pour pouvoir envoyer des colis alimentaires aux soldats en Algérie pour l'occasion des fêtes de fin d'années. Ce projet se base sur le volontariat des commerçants qui pouvaient garder ou récupérer des restes qu'ils avaient pour en faire des colis. Les familles devaient envoyer des lettres de demande pour que le colis soit envoyé à leur fils. Ceci permettait de montrer qu'ils pensaient toujours à eux et qu'il pouvait quand même recevoir quelque chose pour Noël comme la tradition le veut. De plus de recevoir des colis avec l'intention de leur famille, ils pouvaient avoir de bons aliments qui leur remonteraient le morale pendants les moments bien dures qu'ils vivaient. Grâce à cela, les soldats étaient remotivés et se sentaient proche de leur famille pendant cette période festive.

Notice rédigée par Manon et Maëlle

Sources:

Documents des Archives municipales de Nancy (1 Q 103)

Témoignage d'un rappelé en Algérie (1955): "il fallait y aller"

Des gendarmes mobiles à Palestro en 1956 [Collection personnelle Paul A]

Lili a recueilli le témoignage de son grand-père, appelé puis rappelé en Algérie. Elle nous le présente dans cette notice. Les photos qui illustrent cette notice ne sont pas liées au témoignage. Elles ont été prises par mon grand-père Paul et ses camarades lors de ses nombreuses périodes en Algérie, Maroc et Tunisie entre 1949 et 1961, en tant que gendarme mobile.

La **transmission** du vécu après la guerre d'Algérie s'est faite en pointillé et peut être très différente selon les familles. Si cette transmission est si délicate, c'est parce que la guerre elle-même est difficile, et revenir sur les **évènements parfois douloureux est une tâche qui peut paraître peu naturelle pour les vétérans**. Le mot "transmission", central à notre sujet, désigne le fait de faire passer une information d'un agent à un autre. La guerre d'Algérie, qui s'est déroulée du 1er novembre 1954 à juillet 1962, a mobilisé des centaines de milliers d'hommes et la transmission de leur expérience s'est parfois perdue en chemin.

Dans le cas de ma famille, **la transmission avant mon entretien était très limitée** et je ne peux malheureusement pas dire que les choses ont beaucoup changé après celui-ci. Lors de mon entretien avec mon grand-père, j'ai décidé d'utiliser le questionnaire fourni par Raphaëlle Branche afin d'être guidée. Pour comprendre la suite de l'entretien que je vais retranscrire et analyser, il faut connaître quelques informations sur le principal intéressé. **Mon grand-père** a actuellement 88 ans, ce qui a eu, selon moi, une influence sur l'entretien et notamment sur les souvenirs lointains évoqués, parfois flous.

Mon grand-père n'est resté que 3 mois en Algérie en tant que rappelé, mais il y avait déjà effectué son **service militaire du 01/11/53 au 29/03/55**. Le fait de faire son service en Algérie, puis d'y retourner pour la guerre, fait de mon grand-père un « **rappelé** », ce qui est différent des « appelés ». Son grade dans l'armée était **sergent** puisqu'il a décidé d'effectuer un peloton de sous-officier (on lui avait dit que le poste de sous-officier était plus tranquille que celui de soldat), ce qui lui offrait des privilèges en comparaison des soldats, notamment un confort de vie plus important. Il était affecté dans la commune de **Tizi-Ouzou en Kabylie**, dans les montagnes.

Maintenant que le contexte est clair, nous pouvons analyser les propos recueillis. Au risque de vous décevoir, mon entretien avec mon grand-père n'était pas très fructueux, si bien qu'il a qualifié son expérience de "tourisme" en comparaison avec les mois passés en Algérie lors de son service militaire qui avait été plus dur notamment après la Toussaint rouge le 1er novembre 1954. Le peu d'informations que j'ai pu collecter m'ont quand même permis de comprendre bien des choses sur son séjour en Algérie.

Je vais commencer par simplement vous raconter le parcours de mon grand-père, son départ, de quoi était fait son quotidien et quelles étaient ses missions. Son départ lui a été annoncé du jour au lendemain et bien qu'il sût que ceux qui avaient fait leur service en Algérie pouvaient être rappelés, il ne se sentait pas spécialement concerné, ce qui explique sa **surprise** quand les gendarmes sont arrivés

à sa porte à Épinal. Les soldats « rappelés » devaient partir immédiatement pour **Marseille**. Une fois arrivé à Marseille par le train, mon grand-père, au bout de quelques heures d'attente d'être appelé, a demandé des informations et on lui a dit qu'on l'appellerait. Il a donc dit « si c'est comme ça je ne poserai plus de questions » afin de mettre l'institution face à ses lenteurs et limites, ce qui lui permit finalement de voyager en avion plutôt qu'en train, une expérience inédite pour lui.

Je lui ai posé la question de ses sentiments sur son arrivée en Algérie et sa réponse était que ce fut tellement rapide qu'il ne fallait pas réfléchir :

« il fallait y aller, fallait le faire, on savait qu'on allait se battre et que ça allait peut-être être pire, puisqu'on nous renvoyait là-bas ».

Après son arrivée, il était logé dans un marabout avec sa propre chambre et « salle d'eau », ce qui était un privilège par rapport à d'autres. Son quotidien était fait de marches et de rondes, du **ratissage à la recherche de "fellaghas"**, des patrouilles, et des embuscades. Selon lui, ses journées étaient plutôt ennuyeuses et sans beaucoup d'action alors, afin de s'amuser, lui et ses « collègues » allaient au restaurant le plus proche et se liaient d'amitié avec les serveurs et serveuses pieds-noirs ; un des objectifs de ces excursions était également de **sortir du cadre militaire**. Ainsi, l'expérience qu'il raconte ne semble pas si négative que ça, de plus, elle lui a permis d'apprendre la camaraderie, la débrouillardise et la solidarité.

Des gendarmes mobiles mènent une opération de "ratissage" près de Sétif, 1958 [Collection personnelle Paul A]

Bien que l'expérience de mon grand-père ne semble pas exceptionnelle, lors de l'entretien j'ai recueilli des éléments, prononcés par mon grand-père ou non, qui m'ont permis de **comprendre quelle guerre il avait connu et quelle guerre il souhaitait raconter**. Tout d'abord, comme nous avons pu le constater dans la première partie du récit, les 3 mois que mon grand-père a passés en Algérie n'étaient pas, selon lui, remplis d'action. Pourtant, lorsqu'on se renseigne sur les événements en Kabylie lorsqu'il y était, on observe que les tensions ont commencé dans cette région et qu'il y a eu plusieurs attentats à proximité de Tizi-Ouzou. Loin de moi le souhait d'affirmer que mon grand-père a tenu des propos mensongers, mais je voulais tout de même **confronter ses dires avec les ressources historiques** avérées afin de se demander si la situation à la fin de l'année 1955 était si calme que ça. De plus, **j'ai ressenti que mon grand-père se retenait de raconter certains détails** sur ses obligations, notamment celles qu'il m'a très succinctement décrites comme des embuscades ou des missions, mais lorsque j'ai voulu lui demander des précisions, il était réticent et **ignorait la question**. Mon questionnement sur ses propos s'explique également par une réaction qu'il a eu lors d'une des questions : « Avez-vous vu des ennemis ?» ; après avoir posé cette question, il a d'abord répondu « Non » rapidement puis « Oui » et enfin une dernière réponse hésitante. Face à cette réaction, je ne savais quelle information recueillir, je l'ai alors relancé et il m'a déclaré que sa réponse dépendait de la question d'après. J'ai alors compris qu'**il s'attendait à ce que je lui demande s'il avait tué des ennemis**, ce qui n'était pas le cas, et qu'il ne voulait pas s'étendre sur le sujet. Il a alors conclu en disant que, de toute manière, ils étaient dans un camp et les ennemis de l'autre, ce qui traduit une certaine résignation face à une réalité indépassable.

De cet échange particulier, je n'en déduis pas que lui ou ses camarades ont tué des ennemis mais simplement qu'il ne voulait pas s'exprimer sur certains sujets, en l'occurrence des **sujets sensibles**. Et enfin, de manière plus générale, les réponses de mon grand-père, notamment sur les questions qui m'intéressaient le plus comme par exemple « Quels sont les pires souvenirs ? » étaient brèves ou vagues et n'étaient pas aussi fascinantes que les **anecdotes données à mon père, dans un contexte plus libre et naturel, une semaine avant**. En effet, lors de leur discussion, il avait évoqué des sorties au restaurant ou des embuscades, que j'ai voulu aborder dans mes questions pour obtenir plus de détails, mais il est resté **très évasif en comparaison au récit donné à mon père**.

Des gendarmes mobiles jouent une partie de pétanque à Palestro [Collection personnelle Paul A

Ce que nous pouvons retirer de cet entretien et de l'analyse c'est que la transmission est une tâche compliquée qui s'explique par une variété de facteurs. Tout d'abord mon grand-père est quelqu'un de très humble et pudique et n'avait pas forcément envie d'étaler son passé. Cette réticence s'explique aussi par sa propre vision des faits et son jugement sur certaines anecdotes qu'il juge non intéressantes, qu'il n'a même pas pris la peine d'évoquer. La **mémoire sélective** joue également son rôle en poussant à **retenir, 66 ans après, les à-côtés rigolos plutôt que le quotidien banal** du soldat sur place. De manière plus pratique, le fait qu'il ait été sergent lui a permis d'être isolé des autres et de ne pas toujours être parmi les soldats, et donc moins d'anecdotes "classiques". Malgré le manque d'histoires, certaines valent d'être racontées comme le fait qu'il devait couvrir son capitaine qui avait une maîtresse ou encore celle- ci : une enquête interne que lui et ses camarades ont subi. En effet, un **climat tendu régnait entre les militaires de carrière qui revenaient d'Indochine et les simples militaires appelés**, (ou rappelés), à tel point que le régiment a dû répondre à des questions afin de régler le problème. Mais un des appelés étant le **neveu de Maurice Papon** (secrétaire général de la préfecture de police puis secrétaire général du protectorat entre 1954 et 1955), il a menacé de faire jouer ses relations pour faire cesser cette enquête interne. En conclusion, le témoignage de mon grand-père est à prendre avec des pincettes puisqu'il est isolé. Il faudrait le comparer avec d'autres, notamment ceux de ses camarades de régiment, afin de confronter les sources comme l'oblige, selon Hérodote, le métier d'historien.

Notice rédigée par Lili

Deux Algériens tués à Nancy, juillet 1961

L'EST REPUBLICAIN — 22 Juillet 1961

FAITS ET MÉFAITS -:- FAITS ET MÉFAITS -:- FAITS ET MÉFAITS

Deux Nord-Africains trouvés assassinés cette nuit à coups de poignard, rue Sainnt-Dizier et place de Castelnau

La police recherche les agresseurs qui semblent être des parachutistes en mal de vengeance

23 heures viennent de sonner. Sur le trottoir de la rue Saint-Dizier, du côté des numéros impairs, exactement au pied de la devanture d'un magasin portant le numéro 159, un homme râle et va rendre le dernier soupir. Un coup de poignard a laissé une trace sanglante à hauteur du cœur.

Il s'agit d'un Nord-Africain qui serait âgé de trente-six ans environ, selon les dires d'un coreligionnaire qui le connaît bien et qui paraît catastrophé.

D'autres témoins immédiats commentent les faits.

Déjà, des immeubles voisins, des locataires descendent dans la rue en tenue nocturne et viennent se mêler aux passants qui s'arrêtent et que bientôt la police fera se ranger sur les trottoirs.

Suivant les premières déclarations que nous avons pu recueillir des témoins, musulmans ou métropolitains, les agresseurs de la victime seraient des parachutistes, qui venaient de passer en groupe d'une huitaine et avaient ensuite continué leur chemin. Bientôt d'ailleurs, les voitures militaires de patrouille étaient sur les lieux, tandis que l'on cherchait à s'expliquer les motifs de ce coup de poignard.

La présence sur les lieux du crime, de la jeune femme, vêtue du même sweater rose qui, l'autre soir, accompagnait les deux Arabes agresseurs du sergent-chef Lacour, blessé à l'abdomen, et du caporal-chef Coquet, atteint à la jambe, a fait supposer que la victime d'hier soir pouvait avoir été frappée par représailles. Mais il semblerait alors qu'il y aurait eu confusion. En effet, au dire d'un témoins, l'homme qui était étendu désormais sans vie ne se distinguait que par un total détachement des choses de la vie courante, n'ayant d'autre passion que la bouteille dont il ressentait d'ailleurs fréquemment les effets.

Il serait connu de ses coreligionnaires pour être Hocine Allali, né en 1924, dans l'Aurès, et habitant rue Dauphine, non loin de l'Hôpital Central, ce qui expliquerait aisément sa présence à proximité immédiate de la porte Saint-Nicolas.

Mais la consternation qui se manifestait devant ce geste de vengeance, apparemment mal orienté, allait bientôt devenir stupéfaction. Moins d'une heure après le premier coup de poignard, une autre victime gisait dans des conditions analogues, sur la place du Général-de-Castelnau, devant l'église de Bonsecours.

Cette fois il s'agissait d'Abdallah Bouzenka, originaire de Sidi Mérouane (Constantine), âgé de 26 ans et sans domicile connu. Bouzenka avait été tué de trois coups de couteau, dont un porté à la gorge.

La gravité des faits allait immédiatement déclencher tout l'appareil judiciaire habituel en pareille circonstance : intervention de la police judiciaire, des services de l'anthropométrie, du substitut et du juge d'instruction de permanence et d'un officier supérieur représentant le commandement militaires.

Tous les parachutistes que les patrouilles parcourant la ville pouvaient alors rencontrer étaient alors ramenés au commissariat central, rue de la Visitation, afin de déterminer si vraiment, les agresseurs des deux Nord-Africains se trouvaient parmi eux. Rien n'était encore établi à l'heure où nous mettons sous presse bien qu'entre temps, les brigades de gendarmerie de Nancy, Jarville et Frouard soient venues prêter main forte aux gardiens de la paix chargés de « ratisser » la ville.

Un accident s'est produit, au milieu de l'après-midi, au carrefour de la rue de la Mothe et de l'avenue du XX'-Corps.

Vols et retours

Un très grave accident

La machine à laver VEDETTE est au POINT-CENTRAL chez R. WAGNER

Est Républicain du 22 juillet 1961

Comment la présence de paras de retour d'Algérie dans une région de forte immigration algérienne a-t-elle entrainé des tensions ?

Dans l'entre-deux-guerres, la Lorraine figure déjà parmi les régions de la métropole qui attirent le plus de migrants algériens, notamment en raison de son rattachement au réseau ferré qui amène vers les mines de charbon à l'est ou les bassins industriels au nord. Au moment du déclenchement de la guerre d'indépendance algérienne, on compte environ **30 000 Algériens dans les seuls départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle**. Ceux-ci habitent dans les agglomérations de Thionville, de Forbach et de Longwy, ainsi que dans les plus grandes villes telles que Nancy ou Metz. La population algérienne fait l'objet d'une grande attention de la part de la presse locale et de la municipalité. Leur présence semble poser problème...

Le contexte de l'année 1961

21 - 26 avril : tentative de **putsch des généraux** à Alger. Dans la nuit du 21 au 22 avril, les généraux Challe, Jouhaud, Zeller, rejoints par le général Salan le 23 avril, parviennent à soulever plusieurs régiments dans un coup de force pour s'opposer à la politique algérienne du général de Gaulle. Le 1er régiment étranger de parachutistes commandé par Hélie de Saint-Marc prend le contrôle de la ville d'Alger. Le putsch dure quatre jours avant son échec. Les militaires sont ensuite rapatriés en France pour **écarter ces militaires des populations algériennes** et pour que la situation ne recommence pas.

Le 22 Juillet 1961 à Nancy

→ La presse relate que des agressions commises par des parachutistes contre des Algériens ont eu lieu en Lorraine. A Nancy, peu après 23 heures dans la **rue Saint-Dizier**, un Algérien, **Hocine Hallali** (36 ans), est touché à l'aorte par un groupe de parachutistes. Une demi-heure plus tard, un autre Algérien, **Abdallah Bouzenka** (26 ans), est retrouvé mort sur la place du général-de-Castelnau, atteint de six coups de poignard. L'implication des parachutistes dans ce crime ne fait aucun doute.

→ Puis, le lendemain, dans la nuit du 23 au 24 Juillet 1961 à Metz, une ratonnade plus violente a lieu (voir à ce sujet la notice d'Aymeric). → On peut expliquer cet évènement tragique de la manière suivante : Les paras se croient autorisés à intervenir parce qu'il y a de la **violence qu'ils veulent réguler par leur propre violence, comme ils l'ont fait en Algérie** avec l'autorisation de l'État. Ils n'ont pas l'air d'avoir compris que le contexte était différent en métropole → L'explication de cette montée de la violence des paras peut notamment s'expliquer par la perte des colonies françaises comme l'Indochine en 1954 par exemple. Les militaires veulent alors un coupable pour passer leurs nerfs et "se venger" en quelque sorte. Les choses ne s'arrangent pas et l'on assite désormais à de fortes tensions entre Algériens et Français.

Le cortège de 1500 Algériens lors des funérailles, ici rue Lionnois [ER du 24 juillet 1961]

Enterrement des 2 victimes

→ Un cortège a lieu pour enterrer ces deux algériens (23 Juillet 1961) : **Quinze cent Algériens** se sont mobilisés pour escorter les deux victimes. → Hommage très solennel, sans bruit et dans les journaux, on peut lire l'évènement suivant : "Un camion de para est passé près du cortège et ne s'en est pas pris aux individus". C'est la preuve, entre autres, que les militaires ont retenu la leçon et ne doivent plus recommencer. →A la suite du meurtre des deux Algériens, des contrôles de la police envers les militaires ont lieu pour les surveiller, c'est à dire pour ne pas qu'ils recommencent leur agression envers les populations étrangères.

L'EST RÉPUBLICAIN

Une foule innombrable et enthousiaste a applaudi les paras de la 11e D. L. I. lors de leur entrée officielle à Nancy

Impressionnants de force et de discipline

La foule stoïque sous la pluie

M. Monal : « Les Lorrains accorderont toujours leur amitié à la vaillance et à l'ordre »

Excursion à Liverdun

Est Républicain du 28 juillet 1961

Après le drame

→ Le 27 juillet 1961, moins de 10 jours après l'incident, les paras se réunissent sur la Place Stanislas et font un parcours dans Nancy. Des soldats venus de toute la Lorraine assistent à ce défilé : des soldats de St-Avold, Vandoeuvre, Moulin-lès-Metz, Verdun... → Lors de ce défilé, les soldats portent leur tenue de parachutiste, c'est à dire une tenue léopard accompagnée d'un béret rouge. Cependant, cet accoutrement n'est pas vide de sens. En effet, on peut voir ici une certaine pression des militaires envers la population algérienne et par la même occasion, les parachutistes veulent montrer au peuple qu'il est protégé contre d'éventuels conflits.

Notice rédigée par Anatole et Andréa-Karl

Sources:

- Extraits du journal *L'est Républicain* de juillet 1961
- Lucas Hardt, « Quand les guerriers de l'Algérie française arrivaient en Lorraine. Le 1er régiment de chasseurs parachutistes (RCP) et la traque parachutiste de Metz », *Histoire@Politique*, n° 32, mai-août 2017
- Témoignages de membres du FLN sur la traque parachutiste de juillet 1961 et les manifestations d'octobre à Metz (INA)
- Sophie Dufau, "Metz, 1961: enquête sur une ratonnade", *Mediapart*, 31 janvier 2012
- Metz : un collectif honore les victimes d'un drame de l'histoire (France Bleu Lorraine Nord)

Metz et la « Nuit des paras », juillet 1961

À la sortie du Trianon, dancing de Montigny-lès-Metz, juste après la fusillade.
Photo Archives RL

En quelle mesure la ville de Metz devient-elle un "Gewaltraum" dans la « Nuit des paras » ?

Tout d'abord, la « Nuit des paras » est tout sauf un évènement indépendant de son contexte. En effet, la **traque parachutiste de Metz**, c'est-à-dire la traque de toute personne d'origine – réelle ou supposée – algérienne, par le **1er régiment de chasseurs parachutistes**, s'inscrit dans le contexte de la guerre d'indépendance algérienne, dont la portée est particulièrement forte en France plus particulièrement en Moselle et en Meurthe et Moselle, où l'on compte alors environ 30 000 Algériens. Metz ne connait pourtant pas la même démographie : en 1954, les 1800 Algériens habitants à Metz ne représentent que 2% de la population globale. Toutefois, malgré leur faible nombre ces derniers concentrent l'attention à la fois de la presse locale et de la municipalité. Ceci s'explique à partir d'août 1955 par les nombreux attentats politiques –qui frappent en premier lieu les Algériens -, dus aux **rivalités entre le MNA et le FLN**, deux mouvements indépendantistes algériens rivaux ; mais aussi par des assauts de café-bars et des meurtres commis en pleine rue ; tous ces facteurs tendant à la criminalisation du milieu algérien, ce qui se traduit par une forte discrimination à l'embauche et par une pression policière très forte à leur encontre.

Les « paras » - surnom utilisé pour qualifier le 1er régiment de chasseurs parachutistes (1er RCP) -, quant à eux, forment un corps d'armée prestigieux, ayant participé à la grande répression d'Alger en 1957, et qui s'illustre par son recours particulièrement fréquent à la torture. De plus, ces derniers développent un esprit de corps particulièrement poussé, ce qui se traduit par la construction d'une idéologie de régiment, une forte envie du combat ainsi qu'un fanatisme de la victoire ayant pour revers une hantise profonde de la perte de l'Algérie. À la suite de l'échec du **putsch des généraux**, comme beaucoup de régiments impliqués, le 1er RCP est soumis à différentes mesures de discipline : un grand nombre d'officiers est muté et un nouveau chef de corps, le lieutenant-colonel Lafontaine, est nommé. Finalement, le 1er RCP est rattaché à la 11e division légère d'intervention nouvellement créée et **transféré en métropole**. Ainsi, le rattachement du 1er RCP à la 11e division légère d'intervention et son transfert dans la **caserne Serette à Moulins-Lès-Metz**, au début du mois de juillet, marque le début d'une violence débridée, et fait franchir à cette dernière un nouveau seuil.

De fait, moins de 24h après leur arrivée, 5 parachutistes agressent 2 Algériens. Juillet 1961 sera pour les Messins, comme pour les Algériens, un mois où la violence atteindra son paroxysme, et où les agressions et affrontements ne cesseront de se multiplier. C'est dans ce cadre que le samedi 22 juillet 1961 (selon le rapport établi par la 16e Brigade de police judiciaire), au soir, éclate une bagarre entre un groupe d'Algériens et le 1er groupe de livraison par air (également stationné à Metz), au **dancing le Trianon**. Le lendemain, au soir, le groupe de militaires revient accompagné de paras. Un soldat (Henri Bernaz) croit reconnaître un de ses agresseurs; l'Algérien s'échappe aussitôt et plusieurs paras se lancent à sa poursuite. A cette course poursuite qui ne concernait d'abord qu'un seul Algérien, s'ajoutent un autre groupe d'Algériens, qui, dans leur fuite, tirent sur des paras, ce qui les blessent – plus ou moins mortellement suivant les blessés.

A partir de ce moment, la ville devient un **Gewaltraum** (concept utilisé dans les travaux de Lucas Hardt portant de manière générale sur la Lorraine dans et plus particulièrement sur la nuit des paras), c'est-à-dire le lieu d'une **violence débridée échappant totalement au contrôle des institutions** : des paras se mobilisent en masse, font plusieurs blessés dans des cafés franco-marocains, s'attaquent à tout individu ressemblant de près ou de loin à une « nord-africain », et arrêtent même des journalistes qui refusaient de ne pas prendre des photos. La traque se poursuit jusque 2h30 du matin : des Algériens sont blessés, d'autres jetés dans la Moselle ; d'autres encore ne se rendent pas à l'hôpital par peur, ce qui complexifie le décompte des victimes.

Le bilan officiel fait état de 4 morts et de 28 blessés dans lesquels les Algériens sont surreprésentés, mais, selon la Ligue des droits de l'homme et son antenne mosellane, le nombre de blessés algériens se situe plutôt autour de 80 et 100. Dans les jours qui suivent, la ville de Metz prend l'aspect d'une ville en état de guerre, un dispositif renforcé de maintien de l'ordre est mis en place. Les paras se joignent aux patrouilles ce qui témoigne d'une absence réelle de contrôle de la violence par les institutions. Afin de protéger les Algériens, se met en place une ghettoïsation, qui interdit l'accès à certains espaces de la ville aux militaires. Si Metz, durant la nuit du 23 au 24 juillet est devenue un Gewaltraum, **la violence s'est donc pérennisée et s'est inscrite durablement dans la ville**, à la fois dans les opinions populaires, majoritairement défavorables à la présence d'Algériens dans la ville, mais aussi dans ce processus de maintien de l'ordre à travers une ségrégation sociale et des patrouilles, puisque c'est seulement au mois de septembre 1962 que le 1er RCP quitte la Moselle.

Notice rédigée par Aymeric

Sources :

- Témoignages de membres du FLN sur la traque parachutiste de juillet 1961 et les manifestations d'octobre à Metz (INA)
- Sophie Dufau, "Metz, 1961: enquête sur une ratonnade", *Mediapart*, 31 janvier 2012
- Metz : un collectif honore les victimes d'un drame de l'histoire (France Bleu Lorraine Nord)
- Lucas Hardt, « Quand les guerriers de l'Algérie française arrivaient en Lorraine. Le 1er régiment de chasseurs parachutistes (RCP) et la traque parachutiste de Metz », *Histoire@Politique*, n° 32, mai-août 2017
- Metz, juillet 1961 : l'attentat FLN contre le Trianon (Vidéo tirée de "Paras sur la Ville", un webdocumentaire-enquête consacré à des violences entre parachutistes et Arabes à Metz, en juillet 1961 http://www.lanuitdesparas.com/)
- La "Nuit des paras" (Wikipedia)
- Yves Bordenave, " « La nuit des paras » à Metz, un épisode tragique de la guerre d'Algérie en Lorraine", *Le Monde*, 14 avril 2021

Plaque commémorative au cimetière du Sud

Archives municipales de Nancy 3K70

Quel a été le rôle de la plaque commémorative de la guerre d'Algérie présente au cimetière du Sud de Nancy dans l'évolution de la mémoire des combattants français ?

La plaque commémorative en l'honneur des soldats A.F.N (Anciens combattants d'Algérie) est située au cimetière du Sud, à Vandoeuvre plus précisément (au Sud de Nancy). Cette plaque a été inaugurée le 10 mars 1974 en l'honneur des militaires morts pour la France lors de la guerre d'Algérie et des combats de Tunisie et du Maroc, entre 1952 et 1962. 64 Nancéiens ont perdu la vie en Algérie, au Maroc et en Tunisie pour la France à l'âge de 20 ans, en général.

Cette plaque, tel qu'il est dit dans le discours d'inauguration, a pour but de rassembler les Français et les Françaises dans le souvenir de ces morts, mais surtout pour préserver la paix, contre le racisme ou la vengeance afin d'obtenir un monde meilleur. Toute autre guerre est à éviter, tel est l'objectif premier de ce monument. Cette plaque commémorative fut inaugurée pas moins de 12 années après la fin du conflit, mettant enfin à l'honneur les disparus français. Ces 64 morts nancéiens en Algérie, Tunisie et au Maroc constituent le plus lourd bilan de France, après Bordeaux, preuve que la ville avait besoin de les célébrer.

Archives municipales de Nancy 3K70

12 ans pour installer une plaque à l'honneur de leurs morts pour la patrie, c'est une longue durée, non ?

En effet, l'administration ne pouvait pas officialiser, admettre, la présence d'anciens combattants d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie) puisqu'officiellement jamais il n'y a eu de « guerre ». En effet, pour les anciens de 14-18 et 39-45 (les deux guerres mondiales), la guérilla en Afrique ne reposait pas sur les mêmes principes qu'une guerre traditionnelle. Mais, la Fédération nationale des anciens combattants Algérie, Maroc, Tunisie (la FNACA), réussit à siéger au sein de l'Union des sociétés militaires et patriotiques de Nancy et de l'Union française des anciens combattants. Ainsi, la FNACA étant bien évidemment favorable à un hommage aux 64 morts dans les combats, l'idée d'une plaque commémorative fit son apparition. Toutefois, au niveau national, l'idée d'une commémoration resta mal vue, quand bien même les points de vue se seraient rapprochés de Nancy (seules quelques personnes, « que l'on compte sur les doigts d'une main » nous dit-on, ont soutenu cette initiative). Ainsi, ce sont bien les pouvoirs en place qui furent réticents à l'idée d'une inauguration. Mais enfin, en juin de 1973, le conseil municipal de la ville de Nancy donna son accord à la pose d'une plaque commémorative au cimetière du Sud ! Un temps, courait l'idée de la tenue de la cérémonie le 11

novembre 1973, jour de l'Armistice de 1918. Mais cette idée fut balayée après le refus de la FNACA qui ne souhaitait pas une cérémonie « à la sauvette », c'est-à-dire dans l'ombre de celle du 11 novembre. Par la suite, un débat s'ouvrit entre le comité nancéien de la FNACA et un projet de loi concernant l'attribution de la carte d'anciens combattants. En effet, qui est appelé « combattant » ? Le véritable soldat, le patrouilleur, le simple uniforme ? La FNACA trancha que « le combattant est celui qui a été transporté, en armes, quelque part sur un théâtre d'opération ».

Le dépôt d'une gerbe par les officiels et les associations d'anciens combattants. Le maire de Nancy Marcel Martin est à droite. Archives municipales de Nancy 3K70

Mais c'est bien le 10 mars 1974 à 11 heures qu'une stèle commémorative fut inaugurée au monument aux morts du cimetière du Sud de Nancy, en l'honneur des 64 Nancéiens morts aux combats en Afrique du Nord. « Aux morts pour la France en A.F.N, de 1952 à 1962 » : telle est rédigée la plaque commémorative au cimetière du Sud. Par ces quelques lettres dorées, les 64 morts nancéiens tombés en Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie) ont rejoint le souvenir collectif, après tant de débats. En effet, la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie du Maroc et de Tunisie (FNACA) et plus particulièrement son comité nancéien réussit à contrer les pouvoirs en place et leur difficulté à reconnaître la notion, à la fois de « guerre » et de « combattant » dans le cadre du conflit en Afrique du Nord, 12 ans après, les accords d'Evian qui mirent fin à la guerre d'Algérie.

Notice rédigée par Maxime et Willy

Sources :

- Archives municipales de Nancy (3K70)
- Est Républicain (11/03/1974 - 05/03/1974 - 26/11/1974)
- Républicain Lorrain (26/11/1975)

Antoine Argoud : un ancien chef de l'OAS enterré à Darney dans les Vosges

1) La vie d'Argoud

Le colonel Antoine Argoud, né le 26 juin 1914 à Darney et mort le 10 juin 2004 à Vittel. Il fait partie de l'Armée de Vichy en Afrique du Nord, puis combat dans l'Armée française de la Libération en Afrique et jusqu'en Allemagne. Il est l'un des anciens chefs de l'OAS (Organisation armée secrète). (Wikipédia)

Au début de la guerre d'Algérie, le 1er novembre 1954, jour de la Toussaint rouge où le Front de libération nationale (FLN) commet plusieurs attentats, Antoine Argoud est en Allemagne où il participe aux exercices Javelot au sein de la 7e division blindée. Suite à ces événements, Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre du gouvernement Pierre Mendès France, le nomme conseiller militaire aux Affaires algériennes.

En 1956, il prend, en Algérie, le commandement du 3e régiment de chasseurs d'Afrique. Il est ensuite, fin 1958, chef d'état-major du corps d'armée d'Alger, du général Massu, avec qui il était très proche.

Rappelé en métropole en février 1960, il revient clandestinement en Algérie et il est avec le colonel Joseph Broizat l'un des deux principaux organisateurs de la tentative de coup d'État du 22 avril 1961, connue sous le nom de putsch des généraux. En particulier, il seconde le général Paul Gardy pour tenter de rallier Oran aux putchistes, ce qui se révèle un échec. Il poursuit ensuite la lutte dans la clandestinité en participant d'abord en Espagne à la création de l'OAS. (Wikipédia)

Le colonel Argoud avait été condamné à mort par contumace en juillet 1961 pour sa participation au putsch. Apparemment surveillé dans ses périples entre l'Espagne, l'Italie, la France et l'Allemagne, il est enlevé le 25 février 1963 dans un hôtel de Munich alors qu'il vient tout juste d'arriver de Rome. Deux hommes se présentant de la police allemande l'embarquent. Il s'agit en fait de barbouzes. En cours de route, les ravisseurs et leur prisonnier changent de voiture avant d'arriver à Paris. Quelques instants plus tard, un policier du Quai des Orfèvres le découvre dans la voiture, ligoté; il avait été averti par un coup de téléphone anonyme. (L'OBS)

Le 30 septembre 1963, la Cour de sûreté de l'État, qui venait d'être créée, le condamne à la réclusion criminelle à perpétuité. L'amnistie du 15 juin 1968 met fin à sa peine. (Wikipédia)

Avec un de ses fidèles remis en liberté, il rejoint à pied Darney dans les Vosges, sa ville natale, en passant par Colombey-les-deux-Eglises. C'est à Darney qu'Antoine Argoud a poursuivi son existence en se lançant dans l'expertise graphologique; il fut d'ailleurs contacté pour l'affaire Grégory. (L'OBS)

2) L'OAS, zoom sur la Lorraine

OAS est le sigle d'Organisation Armée secrète, cette organisation a été crée le 11 février 1961 par Pierre Lagaillarde, député du département d'Alger, et Jean-Jacques Susini, un homme politique français.

L'OAS avait pour but de défendre la présence française en Algérie par tous les moyens. Elle est considérée comme terroriste car elle régnait par la terreur, en commettant des attentats, exécutions sommaires, tortures et notamment des tentatives d'assassinat, sur Charles De Gaulle par exemple.

Chronologiquement, une des origines de la création de cette organisation est le discours du général de Gaulle du 16 septembre 1959 car elle engendre une révolte des Français d'Algérie du 24 janvier au 1er février 1960. Ce discours qui prône la politique de l'autodétermination pour l'Algérie, validée par l'Assemblée nationale le 15 octobre 1959, ouvre les portes à une Algérie indépendante, ce qui déçoit donc une partie des partisans de De Gaulle qui le considère comme un traître par rapport à la promesse de 1958 et aux engagements pris à l'égard des populations d'Algérie.

Par la suite, le 22 avril 1961, le putsch des généraux à Alger dirigés par les généraux Challe, Salan, Jouhaud et Zeller qui avait pour but de faire respecter le serment sur le fait que l'Algérie doit rester française échoue. Les partisans de l'Algérie française et les antigaullistes se regroupent et rejoignent ensuite l'OAS.

L'OAS était divisée par groupe sur les différents territoires, dont l'OAS-Madrid ou alors l'OAS métropole. En Lorraine, le réseau de l'OAS n'était pas homogène, en effet, il y avait deux réseaux parallèles.

Le premier était principalement militaire, sous la direction du capitaine Pierre sergent, secondé par le lieutenant Daniel Godot. Il en découla la création au sein même des casernes de Metz et Nancy, d'un groupe d'officiers et sous-officiers appelé « RC4 ».

L'autre groupe, lui, était appelé « Mission III » et était sous la direction d'André Canal dit « le Monocle », ce réseau se rassemblait principalement autour de civils faisant partie des droites radicales ou encore du groupe alors dissous Jeune Nation. Il était tout d'abord plus présent au nord de la région. Ce réseau s'autoproclamait OAS métro Région Est Section Alsace Lorraine. Mais en réalité, l'Alsace n'a réellement jamais été concerné, les départements principalement concernés était la Meurthe-et-Moselle et la Moselle. Ayant la ville d'Hayange comme centre névralgique, le réseau fut actif d'octobre 1961 à juin 1962.

Malgré l'ampleur énoncée, l'OAS lorraine n'a jamais eu un réel impact, leur effectif étant minimal, leur réseau étant divisé, sans compter le fait qu'ils ne couvraient pas tout le territoire aide à définir l'OAS Lorraine comme impuissante. Malgré tout, il reste de nombreuses traces de leur passage, car ils ont commis de nombreux attentats et blessé un certain nombre de victimes même si de nombreuses tentatives ont échoué. Toutes leurs actions étaient tournées vers ces tentatives car en effet, leur propagande était elle aussi minimale.

Cependant, les actions de l'OAS sont restées dans les mémoires, ce qui a posé de nombreux problèmes concernant la question de la mémoire de l'OAS surtout dans la ville de Darney dans les Vosges, ce que nous allons voir maintenant.

Plaque aposée à Darney (Vosges) sur la tombe d'Antoine Argoud

3) Les mémoires de l'OAS, zoom sur Darney

Le 9 juin 2011, le tribunal administratif de Nancy a enjoint « au préfet des Vosges de permettre le déroulement de la cérémonie commémorative », cérémonie que le préfet avait interdit. Cette interdiction puis l'autorisation de cette commémoration a fait débat car il s'agissait d'un rassemblement de l'Amicale de défense des intérêts moraux et matériels des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française (Adimaf) visant à sceller sur la tombe d'Antoine Argoud une plaque en granit noir portant l'inscription « Au colonel Antoine Argoud, ses camarades de l'Organisation armée secrète », une première en France, car aucune plaque ne porte explicitement la mention OAS. Le but était donc de commémorer l'OAS à travers cet ancien dirigeant de l'OAS. Mais dès le 26 mai, un collectif d'associations, dont la Ligue des droits de l'homme de Toulon a envoyé des lettres au maire, aux députés et sénateurs des Vosges, au curé de Darney, vicaire général et bras droit de l'évêque du diocèse de Saint-Dié, afin de protester contre ce rassemblement. Au final, « compte tenu des risques de contre-manifestations sur place et d'un risque sérieux et grave de troubles à l'ordre public », la manifestation avait été annulée, ainsi qu'une messe qui devait avoir lieu pour l'occasion.

Se posent alors de nombreuses questions autour de la mémoire, et du droit de commémorer. Car en effet, pouvons-nous commémorer une organisation terroriste ? Nous faisons face à un conflit de mémoire concernant la guerre d'Algérie.

Notice rédigée par Mary et Charlie

Sources :

- ✓ Teddy Contreras, « L'OAS en Lorraine, le bilan d'un échec », in François Cochet et Olivier Dard, *Subversion, anti-subversion, contre-subversion* , Riveneuve éditions, 2009
- ✓ Olivier Dard, « Le réseau OAS-Est », in Philippe Martin et Stefano Simiz (dir.), L'empreinte de la guerre, 2006
- ✓ https://histoire-geo-remiremont.blogspot.com/2017/09/memoires-conflictuelles-de-la-guerre.html
- ✓ https://www.estrepublicain.fr/actualite/2011/06/10/manifestation-a-darney-a-la-gloire-de-l-oas
- ✓ article Wikipédia sur Antoine Argoud

Une mémoire familiale du Protectorat de la France sur le Maroc (témoignage)

Gendarmes français au Maroc, 1952 [DR: Photo Paul A]

« Le protectorat, c'était cool »...

« Le protectorat, c'était cool ». Voilà la phrase que j'ai toujours entendue de la bouche de mon grand-père maternel lorsque nous parlions de cette période de la France coloniale. Issue d'un **couple mixte**, ma **mémoire familiale** est indivisible de ma double culture. J'avais jusqu'alors la prétention d'une certaine objectivité, résultat des points de vue de deux cultures, deux histoires, deux religions. Cette **certitude s'est vue bousculée** lorsque j'ai commencé un travail de recherche sur le protectorat français au Maroc, dans le cadre d'un projet scolaire. A travers mes recherches, j'ai pu découvrir une autre facette de l'histoire franco-marocaine, ainsi que de mon histoire familiale.

Mon grand-père est le neuvième d'une fratrie de onze, **né le 17 mars 1944**, à Fès. Il a quitté l'école coranique et a intégré le lycée français Victor Hugo en 1961. Il a fait ses **études à Nancy** et sa carrière d'**ingénieur à Rabat**. A l'issue de mon travail de recherches, j'ai pu questionner cet homme de 77 ans, qui en avait 12 lors de l'indépendance marocaine.

Le protectorat français au Maroc est le régime de tutelle exercé par la France dans l'Empire chérifien. Il est établi par le traité franco-marocain conclu à Fès, le **30 mars 1912**, entre le gouvernement français et Moulay Abd El Hafid, sultan du Maroc. Selon *The American Journal of International Law*, « le traité ne remet pas en cause l'existence indépendante du Maroc, au sens où il n'est pas annexé en tant que province ou que département. Son existence territoriale doit être maintenue, la souveraineté du sultan doit être protégée et ses droits reconnus, mais d'un point de vue international, **le Maroc perd son indépendance et son égalité avec d'autres nations** ». Selon la Cour Internationale de Justice, il s'agit d'un « accord de nature contractuelle » entre les deux pays, qui ne remet pas en question la souveraineté du Maroc. Dans les faits, le pouvoir exécutif est incarné par le **résident général**, représentant de la France, qui dispose d'une assez large liberté de manœuvre. Le sultan et le **Makhzen** sont maintenus comme éléments symboliques de l'Empire chérifien, l'**autorité réelle** étant exercée par le résident et ses fonctionnaires et officiers, sous la forme de contrôleurs civils et militaires.

Le mouvement de **protestation** qui éclate à Fès à la suite de l'établissement du protectorat est **écrasé dans le sang** par l'armée française. Après les révoltes urbaines, c'est au tour des tribus rurales de lutter contre l'armée française. L'**insurrection du Rif** conduite par **Abdelkrim** el-Khattabi proclame la République.

En mai 1930, la France impose au sultan Mohammed Ben Youssef le « dahir berbère ». Celui-ci précise que les tribus berbères doivent dorénavant se soumettre au droit pénal émis par les juridictions françaises, ce qui est vécu par une large partie de la population comme une tentative de la France de **briser la nation marocaine**. En 1930, c'est la naissance du Mouvement National Marocain (MNM). Le 11 janvier 1944, l'**Istiqlal** publie son manifeste pour l'indépendance. La tension est très forte dès la fin de l'année **1952**, qui voit se dérouler les Émeutes des 7 et 8 décembre à Casablanca, causant de

cent à trois cent morts selon les historiens. Les libéraux du Maroc dénoncent alors la répression qui suit, notamment lors de l'**exil forcé du sultan** du Maroc. Commence alors la Révolution du Roi et du Peuple. Le début de la révolution algérienne contraint la France à rechercher un compromis avec les nationalistes marocains pour éviter un embrasement régional. Lors de la conférence d'Aix-les-Bains en aout 1955, les représentants marocains négocient le retour du roi, alors exilé par la France à Madagascar, ainsi que la prochaine indépendance du pays. Dans la même période est annoncée la création d'une Armée de Libération du Maghreb (ALM), regroupant des combattants marocains et algériens, avec pour objectif « la réalisation totale de l'indépendance pour les pays du Maghreb arabe ». Cette annonce accentue les craintes de Paris et la contraint à accélérer le processus d'indépendance du Maroc afin de sauvegarder sa propre autorité en Algérie. Une **entrevue à La Celle Saint-Cloud le 6 novembre 1955 entre le sultan Mohammed ben Youssef, parvenu en France le 31 octobre, et Antoine Pinay** donne lieu à un communiqué concernant la formation d'un nouvel État marocain chargé de conduire des négociations destinées à « faire accéder le Maroc au statut d'État indépendant uni à la France par les liens permanents d'une interdépendance librement consentie et définie ». Le processus de transition vers l'indépendance officielle du Maroc est ainsi mis en place. Les accords signés mettent fin au protectorat, annoncés au Maroc par le retour du sultan Sidi Mohammed ben Youssef, futur roi Mohammed V, lors de son discours du trône du 18 novembre 1955, date retenue pour la Fête nationale de l'indépendance. Ils furent actés par la Quatrième République française le **2 mars 1956**.

La **mémoire du protectorat est multiple**, résultat d'un **bilan hétérogène et mitigé**. Le bilan de la période coloniale au Maroc, en matière d'**enseignement**, est un exemple somme toute ordinaire des résultats d'une **politique globale d'obscurantisme** dont ont été victimes les peuples anciennement colonisés. Dans les années 1930, le Maroc ne compte qu'une vingtaine de bacheliers par an. En 1956, la population européenne du Maroc était entièrement scolarisée. La population juive marocaine l'était à 80%. La **population musulmane à 13 %,** ce pourcentage ayant varié de 6,5 % en 1949 à 12,8% en 1955. En 1955, il y avait 94 admis au baccalauréat, dont une jeune fille, tandis que la même année, la France comptait 39 258 bacheliers. Pour ce qui est du monde du travail, le bilan apparaît aussi très négatif. En 1955, au Maroc, il y avait 36 médecins marocains pour 875 français, 30 ingénieurs marocains pour 2500 ingénieurs français, et 1415 cadres supérieurs marocains pour 8200 français. Ce constat est le résultat d'une politique globale d'obscurantisme, ainsi que de la **disqualification systémique des Marocains des carrières et des postes les plus élevés**. Pour ces domaines, **mon grand-père sort du lot** : il a quitté l'école coranique pour le lycée français, a étudié en France, puis est devenu le numéro 2 de la plus grosse société pétrolière marocaine. Ainsi, **son point de vue sur le protectorat est largement influencé par sa destinée**. En soit, il semble quelque part devoir son éducation et sa carrière au système instauré par la France.

Le chantier du barrage de Bin el-Ouidane en 1952 [DR: Photo Paul A.]

Cependant, d'autres domaines comme la **construction ou l'agriculture ont largement bénéficié du statut colonial** du Maroc, et en récoltent toujours les fruits aujourd'hui. Par exemple, dès 1920, le Maroc disposait de 1.400 km de routes principales et 1.200 km de routes secondaires. En 1956, la situation était la suivante : 6.043 km de routes principales et 4.808 km de route secondaires, s'y ajoutaient 6.219 km de chemins tertiaires. Le développement de routes au Maroc a permis de développer un secteur du transport qui réalisait jusqu'à cinq fois le chiffre d'affaires réalisé par les chemins de fer pour les voyageurs et 2 fois plus pour les marchandises. Entre 1920 et 1955, le volume des marchandises embarquées dans les principaux ports marocains a été multiplié par 48 et le volume des marchandises débarquées multiplié par 8, selon les calculs de Abdelaziz Belal dans son ouvrage *L'investissement au Maroc 1912-1964*. Les autres équipements réalisés par le Protectorat sont en relation avec la production de l'énergie, que ce soient des centrales thermiques ou la politique des barrages. L'autre grand bénéficiaire du protectorat est l'**agriculture d'exportation** et plus particulièrement l'agriculture moderne de type européen. Celle-ci domine d'ailleurs une grande partie des exportations marocaines de l'époque dans la mesure où l'agriculture représentait près du tiers des exportations marocaines en année de mauvaise récolte et plus de 40% dans les années normales. «Ainsi, entre 1935 et 1955, la **production d'agrumes a été multipliée par 7**, celle des tomates par près de 3, celle de vins par 2,3, tandis que la production de blé dur n'était multipliée que par 1,3 et celle de l'orge seulement par 1,1 », note Abdelaziz Belal. Cette agriculture fut presque entièrement la création du protectorat et était dominé par la colonisation agricole étrangère. « Le trait saillant de l'agriculture moderne découle de son caractère de culture organisée en fonction de la recherche du profit : culture scientifique, degré élevé de mécanisation, attaches bancaires et relations étroite avec l'organisation des grand marché », poursuit l'économiste.

Même si les frères et sœurs de mon grand-père n'ont pas bénéficié du protectorat de la même façon, ils s'accordent à dire que le protectorat leur a permis de vivre la vie qu'ils mènent aujourd'hui, puisque mon grand-père les loge, les nourrit, leur paye leurs soins, finance les études de leurs enfants… Ainsi, **le discours que j'ai toujours entendu m'est toujours apparu homogène**. Pourtant, l'opinion publique actuelle quant au protectorat français au Maroc reste mitigée. Certains journaux comme *Matin du Sahara* invitent à se concentrer « sur la relation exemplaire qui unit le Maroc à la France depuis cinquante années », tandis que d'autres comme *La Vérité* déplorent « sommes-nous vraiment indépendants ? Le Marocain tel un essuie - glace efface son passé pour déplorer le présent et décorer le futur aux couleurs de l'espoir ». Les médias marocains semblent cependant s'accorder sur le rôle essentiel de l'éducation au sein de la mémoire. *Jeune Afrique l'Intelligent* appelle à « célébrer l'indépendance sans ostentation mais en organisant de multiples activités pour sensibiliser les générations montantes », et *L'Economiste* encourage « les Marocains à reprendre confiance et à croire à de nouveaux slogans et mots d'ordre mobilisateurs ».

« Le protectorat, c'était cool » pour certains destins privilégiés, pour l'agriculture et pour le développement des infrastructures dans le pays. Il reste cependant l'une des nombreuses tâches sur la fresque coloniale française et n'a pas échappé aux politiques d'obscurantisme, de disqualification, de soumission et de domination des populations locales. Retenons que la mémoire est ce que l'on fait de l'histoire, dans le sens où elle est influencée par de nombreux facteurs, telles que les relations diplomatiques qu'entretiennent le pays par exemple. C'est à travers l'étude des faits, la recherche et le recoupement des informations et des sources que nous sommes le plus à même de nourrir la mémoire collective, elle-même centrale à l'étude de l'histoire.

Notice rédigée par Lila

Le sergent Blandan, de Lyon à Nancy via l'Algérie

Yannis, Alban et Malek parlent de Blandan au pied de la statue lors du parcours, mai 2021

Avertissement en préambule :

La question de l'héroïsme du Sergent Blandan est, bien entendu, à replacer dans le contexte d'une guerre de conquête et de colonisation, au cours de laquelle l'armée française a brutalement imposé sa domination aux populations vivant en Algérie. Se heurtant à la résistance bien compréhensible de ces populations, l'armée, notamment sous la direction de Bugeaud, qui fut le gouverneur de l'Algérie coloniale de 1841 à 1847, s'est livrée à de nombreuses exactions que l'on peut considérer comme criminelles, notamment à l'encontre des civils. Logiquement et paradoxalement jusqu'à aujourd'hui, la mémoire du Sergent Blandan, et de sa mort au combat, n'a pas le même contenu pour l'armée et son régiment, le 26e RI, qui en a fait un héros en raison de son courage physique, et la société française d'aujourd'hui, sans même parler de l'Algérie, où il peut symboliser la violence et l'injustice de la colonisation. Au cours de cette année, nous avons pu constater comment ces mémoires étaient contradictoires et conflictuelles. Ce qui relevait de la normalité autrefois (honorer un « héros tombé au champ d'honneur »), prend un sens différent aujourd'hui avec la connaissance que nous avons de l'histoire de cette conquête. Le travail d'Alban et Yannis, présenté ci-dessous et qui s'attache à retracer le parcours de Blandan et de ses statues, est ainsi indissociable de celui de Malek Kellou, qui nous a raconté qu'il voyait la statue à Boufarik et qu'elle terrorisait l'enfant qu'il était. Lors du parcours réalisé en ville, démarré précisément au pied de cette statue, nous avons présenté les différentes facettes de cette mémoire confrontée à la réalité des faits historiques. E. Augris

Comment, d'une vie courte, un sous-officier a réussi à marquer l'histoire de Nancy?

Une vie courte mais pleine d'exploits...

La période dite de l'Algérie coloniale dure de 1830, avec la prise d'Alger, à 1962, avec l'indépendance du pays. Cette période est parfois désignée comme celle de la colonisation française de l'Algérie. La conquête de l'Algérie par la France se réalise en plusieurs étapes distinctes. Elle débute par le débarquement de l'armée d'Afrique en 1830 et s'achève en partie en 1847. Cette **phase initiale de la conquête** se termine par la création des départements français d'Algérie en décembre 1848.

Engagé volontaire à l'âge de 18 ans en 1837, c'est dans ce contexte que Blandan est affecté dans l'armée d'Afrique au **26ème régiment d'infanteri**e. Il entre comme homme du rang, devient caporal puis sergent en février 1842. Il participe aux opérations militaires de la conquête de l'Algérie dans la province de Constantine de 1837 à 1841. Le sergent Blandan, de son vivant, est un homme qui pousse ses troupes à l'attaque avec un franc-parler et qui a le pouvoir de motiver le régiment d'infanterie.

Il prononce une phrase connue, qui restera gravée dans la mémoire du régiment : **"courage mes amis, défendez-vous jusqu'à la mort !"** Il **meurt le 11 avril 1842**, alors qu'il conduit un détachement d'une vingtaine d'hommes pour porter le courrier. Mais son unité est attaquée par 300 cavaliers arabes à **Beni Mered**. Refusant de déposer les armes, le sergent Blandan encourage ces soldats à résister en s'écriant donc la devise "courage mes amis ! défendez-vous jusqu'à la mort." Il succombera à l'attaque le lendemain à la suite de la gravité de ses blessures à l'âge de 23 ans. Il est décrit par tout le régiment d'infanterie comme un homme fier, engagé et loyal mort héroïquement pour son pays. Sa mort fut vécue par son régiment comme un événement tragique. En effet elle résonne comme la perte d'un héros de guerre au sein de l'armée.

La statue de Blandan à Boufarik sur une carte postale ancienne

...qui lui vaut une imposante cérémonie militaire…

Le **4 décembre 1963**, ses cendres sont déposées au cours d'une cérémonie traditionnelle d'honneur militaire qui se traduit par un grand défilé dans la ville de Nancy et qui se finit à la **caserne Thiry**. Cet imposant défilé au rythme militaire fut décrit comme « très cher aux Nancéiens » par la presse présente sur place. Par ces actes, la statue entra dans le patrimoine du régiment. Au retour de **Boufarik** de la statue, le régiment qui rentre d'Algérie est accueilli place Stanislas face au drapeau tricolore de l'hôtel de ville. La cérémonie se déroule avec des soldats ayant un alignement parfait, accompagnés par une Marseillaise jouée par les fanfares militaires. Il s'ensuit le **défilé militaire du 26e régiment d'infanterie** sur la **place Stanislas**. Le régiment marche de cette place jusqu' à la caserne Thiry, et à leur arrivée un drapeau français tombe pour faire apparaître la statue qu'il dissimulait. Ensuite, 3 jeunes soldats amènent les **cendres du sergent Blandan** afin de les déposer dans le socle. Une fanfare joue, au clairon et au tambour, la sonnerie aux morts avec une sonorité très poignante, suivie d'une minute de silence émouvante dédiée à sa mémoire. A la fin de cette minute de silence, le **ministre des Armées, Pierre Messmer**, prend la parole à côté du président du groupe Blandan (Barthélémy JAPIOT), il y eut aussi la présence de **Jacques Massu** durant la cérémonie. A travers ce discours, ils mettent en lumière la signification particulière de cette journée. Au retour du reste du régiment à Nancy, les Nancéiens saluent le régiment d'infanterie.

Louis-Théodore Devilly, Mort du sergent Blandan, 1882. Musée des Beaux-Arts de Nancy, Huile sur toile

...et un hommage dans le but de créer une mémoire.

Une peinture due à Louis-Théodore **Devilly**, intitulée la mort du Sergent-Blandan, se trouve également au **musée des beaux-arts de Nancy**. La toile de Louis-Théodore Devilly est présentée. On y voit le sergent se battre contre des Arabes. Elle est exposée durant le Salon des artistes Français en **1882** puis achetée par l'État qui en fait don au musée des beaux-arts de Nancy. Sa résistance héroïque a eu une grande portée dans les rangs de l'armée française et en hommage, il est fait chevalier de la légion d'honneur à titre posthume pour honorer son courage et sa bravoure.

En **1887, le conseil municipal de Boufarik érigea une statue** en l'honneur du sergent Blandan. Le petit sergent français a été l'objet d'un culte de la part de la population de Boufarik et figure en bonne place dans la liste des « grands » qui ont consacré leur vie ou versé leur sang pour l'Algérie française. Un monument en bronze de 20 tonnes été érigé à sa mémoire en **1887**. Il a été exposé à Boufarik en Algérie car le sergent a donné sa vie pour son régiment près de la ville. Comme à ce moment l'Algérie est sous contrôle français, ils décident donc d'ériger un monument dans la ville de Boufarik pour marquer l'importance de la présence française en Algérie. **La statue était placée sur un carrefour** pour laisser le sergent surplomber ce dernier. En plein centre-ville, il était impossible de ne pas la voir. Le sergent Blandan aura veillé à la circulation routière du haut de son socle pendant 75 ans.

Le 3 juillet 1962, le **monument subit des dommages**, en particulier les bas-reliefs. Préoccupé par le sort qui leur était réservé à Boufarik, le gouvernement a eu la volonté de **faire rapatrier** ces souvenirs en France lors de l'indépendance de l'Algérie. Les divers éléments du monument élevé à Boufarik, comme l'urne contenant les cendres du sergent Blandan, sont alors rapatriés également à Nancy en 1963, en même temps que le retour du régiment d'Algérie.

Il y avait plusieurs propositions d'emplacements pour la statue. Sa place à Nancy entraîne de vives discussions soumises aux décisions de l'accord des monuments historiques. Mais c'est au sein de la caserne Thiry et auprès du 26 R.I, surnommé "le régiment du héros", qu'elle fût placée pour sa dimension mémorielle à la demande du président Charles de Gaulle. La Fédération des Amicales Régimentaires et d'Anciens Combattants (FARAC) lui rend hommage au pied de sa statue, lors de la cérémonie commémorative des événements d'Afrique du Nord de 1952 à 1962. Puis la statue a **rechangé de place en 1990**. Il y a eu plusieurs propositions d'emplacements, notamment sur deux places : en premier lieu la place Paul-Painlevé. Ensuite la seconde hypothèse fut de placer la statue sur une autre place : la **place de Padoue où se trouve actuellement la statue depuis le 7 avril 1990**. La célébrité du sergent fut telle que le nouvel emplacement de la statue fut inauguré par le ministre des armées Jean Pierre Chevènement.

Sa restauration récente témoigne d'une véritable volonté de vouloir entretenir la mémoire de ce "héros". Mais pour honorer sa mémoire, d'autres choses ont été faites. Par exemple, à Nancy, **plusieurs rues portent le nom du sergent Blandan**, pour honorer sa mémoire, mais il y a également une **caserne** militaire qui porte le nom de Blandan. D'autres lieux comme le chemin de Saint-Charles avaient été rebaptisés au XIXe siècle en rue du sergent Blandan par le conseil municipal qui voulait honorer la mémoire d'un « héros ». De plus, il existe deux autres statues du sergent, une à **Lyon sa ville natale** et l'autre à Paris. On constate donc que beaucoup de choses sont faites pour rendre hommage à cet homme comme des œuvres d'art ainsi que des modifications au sein de la ville de Nancy, mais que le sergent Blandan a aussi une dimension mémorielle en Algérie. En effet, un **village d'Algérie portait également le nom de Blandan** mais il fut renommé. Il est situé entre la ville d'Annaba et le port el Cara. Cette ville s'appelle désormais **Bouteldja**. On pourrait se demander comment la population algérienne le voit, car s'il est, pour certains Français, un héros, il est peut-être considéré par les Algériens autrement ?

Une notice rédigée par Alban et Yannis

Sources:

- Archives municipales de Nancy (3 K 200/688 W 132/40 W 14)
- Wikipédia
- FARAC
- *L'est Républicain* (décembre1963/1990/27 Septembre 2012)
- Musée d'histoire militaire de Lyon

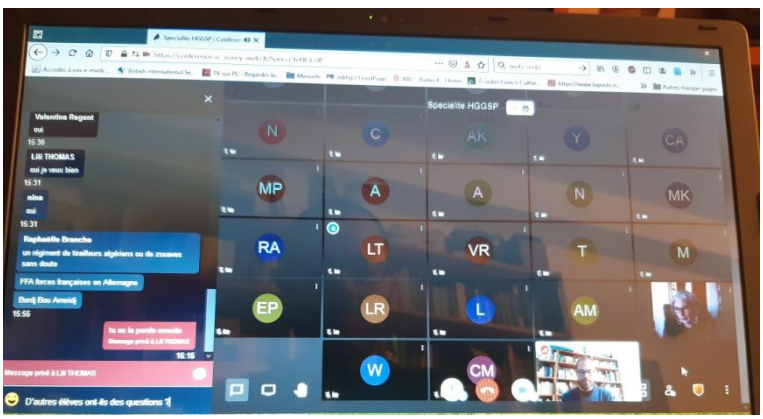
Des rencontres…

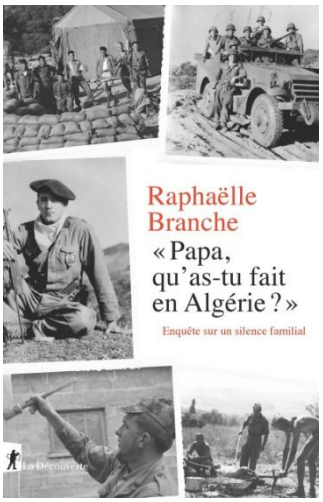
Dans le cadre du projet, nous avons reçu deux intervenantes qui nous ont parlé de leur travail.

La rencontre avec Dorothée Myriam Kellou, qui a fait l'objet d'un financement par le lycée, a constitué le cœur de notre projet, à un moment où le travail était entamé mais pas achevé. Elle a permis de se pencher sur la trajectoire de l'intervenante et de son père Malek, également présent, au carrefour des différentes thématiques que nous abordions. Cette démarche faisait écho à celle de plusieurs élèves qui menaient elles-mêmes une enquête familiale sur le parcours de leur grand-père et la manière dont cette expérience de la guerre avait été transmise à leur fils.

Dorothée Myriam Kellou est venue nous présenter des extraits de son film, ***A Mansourah, tu nous as séparés***, qu'elle a commenté avec son père Malek qui était également présent.

Une visioconférence avec l'historienne Raphaëlle Branche, auteure du livre « Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? » (La Découverte) a prolongé ce questionnement sur les histoires familiales et l'histoire de la guerre. Pour chacune de ces rencontres, les élèves ont eu la possibilité d'intervenir pour poser des questions et présenter leur propre travail d'enquête.





… et un parcours dans les rues de Nancy

Les 10 et 17 mai, les élèves avaient pour mission d'expliquer le personnage ou le lieu sur lequel ils ont travaillé devant une statue, un nom de rue, un bâtiment.

Les médias locaux parlent du projet

L'Est républicain, 13 mai 2021

NANCY

Des lycéens traversent le temps des colonies en traversant la ville

C'est en historiens qu'une poignée de terminales a entrepris de partir sur les traces de l'époque coloniale, laissées à Nancy. Entre études d'archives et de coupures de presse, recueil de témoignages, leur travail de recherche est disponible via une carte interactive, appelée à évoluer…

Rassemblement devant la statut du Sergent Blandan. Point de départ d'un parcours chargé d'histoire. Photo ER/Cédric JACQUOT

Pas facile d'aborder le passé colonial de la France ; encore moins facile de se plonger dans l'époque sensible de la guerre d'Algérie. Professeur d'histoire au lycée international Jeanne-d'Arc de Nancy, Etienne Augris s'y est pourtant attelé, embarquant dans son sillage une trentaine d'élèves de terminale.

« Il s'agit d'un projet qui s'inscrit dans l'enseignement de la nouvelle spécialité Histoire, géographie, géopolitique, sciences politiques, et qui nous invite à étudier le thème histoire et mémoires ».

Ni juge ni partie. Dans cette étude exhaustive, susceptible d'exhumer quelques douloureux souvenirs, les chercheurs en herbe ont pour mission de se comporter en scientifique.

« C'est en historien que nous aborderons ce thème ; c'est en historien que nous recueillerons témoignages, coupures de presse et autres archives ; que nous partirons sur les traces de la colonisation ; celles qui ont marqué la ville de Nancy ».

Des lieux, des personnages, des témoignages

« Certains vestiges sont visibles dans l'espace public. D'autres ne le sont pas ». Constitués en binômes, les élèves ont chacun pour rôle de travailler et d'effectuer des recherches sur des thèmes prédéterminés.

Des lieux, des personnages, des témoignages auprès de leur entourage…

Et au détour de leurs recherches, des découvertes parfois s'invitent. Comme cet article de presse relatant la mort de plusieurs Algériens rue Saint-Dizier, au plus fort du conflit ; comme ces archives de l'école de géologie (aujourd'hui Sciences Po) qui formait des ingénieurs à la prospection coloniale ; comme ces universitaires, inscrits place Carnot, qui furent impliqués dans des attentats de l'OAS…

Carte interactive évolutive

En parallèle, plusieurs spécialistes sont venues prêter main-forte aux lycéens de Jeanne-d'Arc. Raphaëlle Branche, auteure de « Papa, qu'as-tu fait en Algérie ? », et la Nancéienne Dorothée Myriam Kellou, qui a travaillé sur les camps de regroupement pendant la guerre, en lien avec l'histoire de son père, se sont entretenues avec les jeunes chercheurs.

Enfin, un parcours dans les rues de la ville au pied des monuments et lieux symboliques, a complété ce travail de prospection, visible dès à présent, via une carte interactive, enrichie des notices rédigées par les élèves et de liens audio. « Celle-ci sera évolutive », conclut Etienne Augris « car les traces de la colonisation et de la guerre d'Algérie, à Nancy, et en Lorraine, sont immenses et donneront lieu, dans l'avenir, à d'autres travaux, avec d'autres classes… »

Frédérique BRACONNOT

Le site de France 3 Grand-Est a consacré un article au projet le 9 mai 2021:

Nancy : un passé et une histoire coloniale mis en lumière grâce au travail de recherche de lycéens

Nancy : un passé et une histoire coloniale mis en lumière grâce au travail de recherche de lycéens

Grace à un travail entrepris lors de leur année de terminale, des élèves du lycée Jeanne d'Arc à Nancy se sont lancés sur les traces du passé colonial et de la guerre d'Algérie à Nancy et en Lorraine. Leurs découvertes, autour d'événements très violents et parfois oubliés, sont très surprenantes.

Publié le 09/05/2021 à 14h30

Grace à un travail entrepris lors de leur année de terminale, des élèves du lycée Jeanne d'Arc à Nancy se sont lancés sur les traces du passé colonial et de la guerre d'Algérie à Nancy et en Lorraine. Leurs découvertes, autour d'événements très violents et parfois oubliés, sont très surprenantes.

Lorsqu'on évoque les colonies, difficile de penser immédiatement à Nancy et à la Lorraine. Pourtant, il y existe bien des traces de ce passé colonial. Il y a bien évidemment des éléments visibles. Il suffit de lever la tête et de lire les noms de rues où on retrouve des patronymes locaux (Jacques Marquette, Lyauthey) ou nationaux (Abbé Grégoire) liés à cette période. Il y a également des monuments comme le Mémorial Désilles, la caserne Verneau, la caserne Gendarme-Roux ou encore la statue du Sergent Blandan. Autant d'éléments qui rappellent ce lien entre l'histoire de France, ses acteurs et son passé colonial.

"*Lorsque j'ai proposé à mes élèves de travailler sur ce thème, ils étaient plutôt sceptiques*" se souvient Etienne Augris, professeur d'histoire-géographie au Lycée international Jeanne d'Arc de Nancy, "*mais au final, on se rend compte qu'on a appris énormément. Il y a des choses que je savais mais en choisissant ce projet-là, je n'imaginais pas l'ampleur de ce que nous allions trouver. J'ai envie de dire que nous avons tiré un fil et à force de le tirer, on n'a pas cessé de découvrir.*"

Assassinats, fusillades et enlèvement

Au début de l'année scolaire, Etienne Augris et un de ses collègues, Mehdi Mohraz, également professeur d'histoire-géographie, se lancent sur un projet lié au thème *Histoire et mémoires* avec les élèves inscrits en spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP) de Terminale. "*On a trouvé qu'il y avait un travail intéressant à faire avec les élèves. Un travail qui ne se limite pas au simple apport de connaissances. L'idée, c'était de partir à la découverte de ce thème qui nous paraît lointain. Il a pourtant une prise avec notre espace quotidien, l'espace public que nous fréquentons tous les jours. Après, il y a aussi des "choses invisibles" sur lesquelles on peut travailler en donnant du sens à des événements dont on a perdu la signification.*"

Et à Nancy, ces événements liés aux colonies et à la guerre d'Algérie ne manquent pas. Des événements d'une extrême violence comme l'assassinat de deux Algériens en juillet 1961. Aorte perforée par un groupe de parachutistes dans la rue Saint-Dizier pour l'un, six coups de poignard pour l'autre à proximité de l'avenue de Strasbourg (1). Il y a aussi un attentat perpétré par l'organisation politico-militaire clandestine française, OAS (Organisation de l'armée secrète) au poste de police du boulevard Charles V. Le mitraillage du foyer Sonacotral par un commando de l'OAS. Ou encore le rapt du directeur de Témoignage Chrétien et opposant à la guerre, Georges Suffert, à la gare... Tous ces événements ont eu lieu à Nancy.

Autant de moments que les lycéens ont méticuleusement pointés sur une carte qui synthétise tout leur travail. "*Le projet est encore en cours*" précise Etienne Augris, "*cette carte sera enrichie régulièrement, notamment avec des notices. Des attentats de l'OAS, on en a un peu partout en France à cette époque mais c'est vrai qu'on a du mal à s'imaginer que l'OAS est intervenue à Nancy avec ce type d'action. En fait, il n'y a aucune véritable mémoire de tous ces événements. J'imagine que les élèves étaient très surpris de l'apprendre.*"

Le roi du Cambodge à Nancy

Ces découvertes ne se limitent pas à de terribles faits divers. Il y a aussi des événements festifs. Comme par exemple cette visite à Nancy du roi du Cambodge en 1906. "*Le Cambodge était un protectorat français. Il rend visite au peintre Louis Guingot, artiste de l'école de Nancy qui fait pousser, dans le jardin de sa "chaumière" rue d'Auxonne, des ombelles géantes que veut voir Sisowath.*"

A la recherche de documents

Côté sources, les lycéens ont travaillé en se basant sur leur observation dans l'espace public. "*Par exemple, à l'intérieur du campus Sciences Po à Nancy, il y a des peintures ou des fresques un peu dégradées qui mettent en avant un explorateur géologue avec un casque colonial*" explique Etienne Augris. "*Le bâtiment était auparavant une école de géologie dans laquelle on formait notamment à la prospection coloniale. Les autres sources, ce sont bien évidemment les recherches dans la presse de l'époque, en particulier la presse régionale. Il y a également énormément de choses aux archives municipales. C'est là que nous avons découvert des documents sur le village sénégalais qui était une des attractions majeures de l'exposition universelle de 1909 au Parc Sainte Marie. On parle souvent de cet événement comme l'apogée de l'Ecole de Nancy mais on a aussi une dimension coloniale très forte.*"

Autre lieu qui s'est révélé comme une véritable mine d'or, le siège des Soeurs de la Doctrine Chrétienne à Nancy. "*Leur activité est actuellement très réduite par rapport à ce qu'elle était auparavant et notamment au 19e siècle. Cette congrégation a développé tout un réseau d'écoles en Algérie qui a eu beaucoup de succès. Pour moi, c'est un lien majeur entre la ville de Nancy et l'espace colonial. Les soeurs conservent un nombre assez important de documents de l'époque. Elles nous ont mis très gentiment leurs archives à disposition.*"

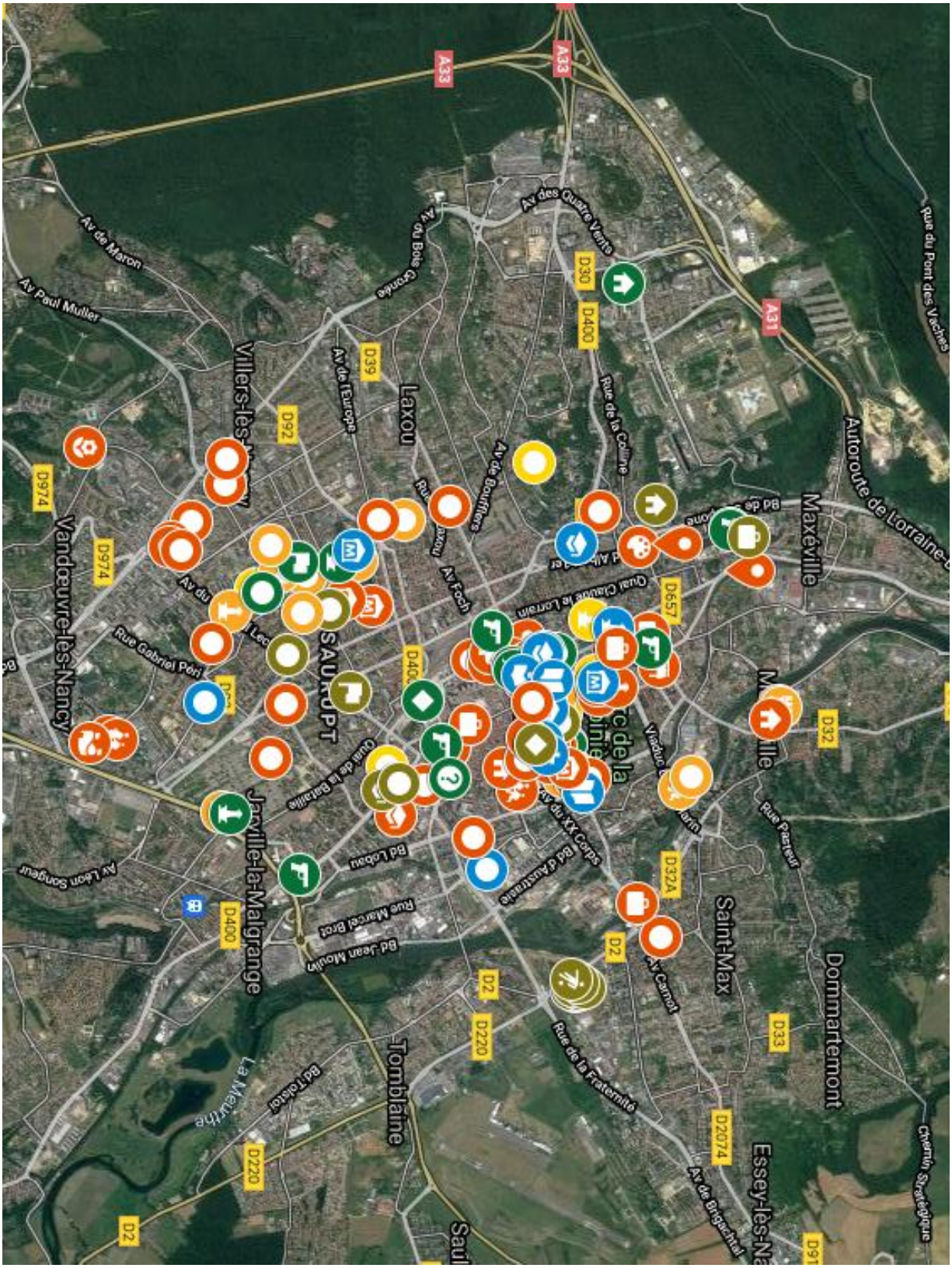
"*Partout, les portes se sont ouvertes sans aucune réticence pour aborder ce thème*" ajoute le professeur d'histoire-géographie, "*on ne cache pas la dimension polémique de certains événements mais notre objectif, c'est de faire de l'histoire. Il ne s'agit pas de partir d'un point de vue polémique. Nous disons que ça fait partie de notre histoire et que notre travail de recherche est là pour mettre en évidence des liens qui sont une réalité : identifier des choses que les gens ne voient pas.*"

Le travail de cette année scolaire pourrait trouver un prolongement en complément de la carte très complète publiée et disponible sur internet. L'édition d'un guide ou d'une brochure est à l'étude. Aux pouvoirs publics de saisir la balle au bond.

Jean-Christophe Panek

(1) A Metz, au même moment, les historiens parlent de "la ratonnade de Metz", ou "la nuit des paras".

https://france3-regions.francetvinfo.fr/grand-est/meurthe-et-moselle/nancy/nancy-un-passe-et-une-histoire-coloniale-mis-en-lumiere-grace-au-travail-de-recherche-de-lyceens-2079715.html


A33
A33
Av des Quatre Vents
Av du Bois Gronée
Av de Maron
Av Paul Muller
D30
D400
A31
Rue du Pont des Vaches
D39
Av de l'Europe
Laxou
Rue de la Colline
Av de Boufflers
D92
D974
D974
Vandœuvre-lès-Nancy
Rue Gabriel Péri
Av Foch
Quai Claude le Lorrain
D657
Maxéville
Autoroute de Lorraine
D32
Quai de la Bataille
Av du XX Corps
Bd d'Austrasie
Rue Pasteur
Jarville-la-Malgrange
Av Léon Songeur
Bd Lobau
Rue Marcel Brot
Bd Jean Moulin
D400
D32A
D2
Av Carnot
Saint-Max
Dommartemont
D2
D220
Rue de la Fraternité
D33
Tomblaine
La Meurthe
Bd Tolstoï
D220
D2074
Av de Brigachtal
Essey-lès-Na
Chemin Stratégique
D2